



**Des services sensibles au genre pour
une meilleure prise en compte des
parcours et compétences des
femmes immigrantes**



**Étude sur les besoins spécifiques des
femmes immigrantes francophones
en situation minoritaire**



**Alliance des femmes de la francophonie canadienne
Octobre 2021**



ALLIANCE DES FEMMES DE LA
FRANCOPHONIE CANADIENNE

Pour de plus amples renseignements au sujet de cette étude, contactez :
L'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC)

450, rue Rideau, bureau 302
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
Canada

Tél. : 613-241-3500
Site Web : affc.ca

Cette étude a été préparée par :
Denise Beaulieu, Consultation M.D. Beaulieu inc.

CONSULTATION
MD Beaulieu

Ont également travaillé sur cette étude :
Conception de la page couverture : Karine St-Onge, Shiny Rocket Design et Alexandra Lafontaine
Révision : Solange Beaulieu et Johanne Laurent
Mise en page : Sonja Vanek et Alexandra Lafontaine
Recherches et collecte de données : Maya Salloum et Khady Ndeye Ngom

En collaboration avec les membres de l'AFFC :
Soukaina Boutiyeb, directrice générale
Faïna Ramdani, agente de développement

Financé par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada

Octobre 2021

Mots de la présidente et de la directrice générale

Nos communautés francophones et acadiennes possèdent une riche histoire d'immigration. Les femmes immigrantes ont grandement contribué au développement social, économique et politique de ces communautés.

Dans une optique de comprendre le rôle essentiel des immigrantes et de sortir les femmes de l'invisibilité, l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) a tenu à mener une étude sur les besoins spécifiques des femmes immigrantes francophones. C'est la première fois, à notre connaissance, qu'une telle étude est produite. Nous sommes fières de vous présenter cette étude intitulée « Des services sensibles au genre pour une meilleure prise en compte des parcours et compétences des femmes immigrantes ». Financé par le ministère d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, ce rapport est le fruit d'un travail collectif mené par l'AFFC, ses membres et la consultante Denise Beaulieu. Il aura permis une collaboration exemplaire entre les membres de l'AFFC, les organismes d'accueil et les réseaux en immigration francophone.

Nous remercions chaleureusement toutes celles qui ont permis à cette étude de voir le jour, et tout particulièrement les femmes immigrantes francophones. Elles ont été généreuses de leurs temps et de leurs savoirs et elles ont pris le temps de partager leurs expériences et leurs attentes. Leurs témoignages précieux permettront à tout le monde de comprendre le rôle central que ces femmes jouent dans le processus d'intégration des populations immigrées au Canada, notamment dans la transmission de la langue française. Pourtant les femmes sont encore dans l'angle mort des politiques publiques d'accueil et d'intégration dans notre pays. Faute de prendre en compte les questions de genre, de diversité et d'inclusion, notre système d'accueil se prive de l'apport précieux de ces femmes.

Notre étude appelle à une prise de conscience collective et à un changement de paradigme, pour mettre les femmes au cœur de nos politiques et programmes d'accueil, tout comme elles sont au cœur du projet familial d'immigration et d'intégration.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et nous espérons que cette étude sera utile à toutes celles et tous ceux qui souhaitent faire partie de la solution.

Lily Crist, présidente de l'AFFC
Soukaina Boutiyeb, directrice générale de l'AFFC
Octobre 2021

Remerciements

Nous souhaitons adresser nos remerciements à toutes les femmes immigrantes ayant participé à cette étude. Merci à elles d’avoir bien voulu prendre de leur précieux temps pour partager avec courage leurs espoirs, leurs réussites et leurs déceptions face à un processus souvent parsemé d’embûches. En les écoutant, nous avons pu saisir la pleine mesure des défis qu’elles doivent surmonter en tant que femmes immigrantes ayant choisi de s’établir dans des communautés francophones en situation minoritaire au Canada.

Nous remercions les intervenants qui se dévouent au quotidien pour appuyer ces femmes dans leur parcours d’immigration et qui ont accepté de partager leur expérience.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers les cinq membres de l’AFFC qui ont facilité la réalisation de cette étude dans leur province et territoire respectif : La Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE), Les EssentiElles (Yukon), le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF), Pluri-elles (Manitoba) et Réseau-Femmes Colombie-Britannique.

Enfin, nous remercions l’Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) pour sa confiance et plus particulièrement Mme Faïna Ramdani, agente de développement, pour son soutien tout au long de la réalisation de cette étude.

Denise Beaulieu, Ph. D.
Consultation M.D. Beaulieu inc.
Octobre 2021

Table des matières

MOTS DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTRICE	I
REMERCIEMENTS	II
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	IV
SYNTHÈSE	1
INTRODUCTION	4
1. CONTEXTE DE L'ÉTUDE	5
1.1 POLITIQUES CANADIENNES - IMMIGRATION, LANGUES OFFICIELLES ET ÉGALITÉ DES GENRES	5
1.2 L'ÉCOSYSTÈME DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE DANS LES CFSM.....	6
1.3 PROFIL DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE.....	7
2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET OPÉRATOIRE	8
2.1 BUTS ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	8
2.2 APPROCHE : ÉTUDES DE CAS QUALITATIVES SELON LA LENTILLE FÉMINISTE.....	9
2.3 COLLECTE DES DONNÉES.....	9
2.4 ANALYSE DES DONNÉES	11
2.5 LIMITES DE L'ÉTUDE	12
3. CONSTATS POUR CHAQUE PROVINCE ET TERRITOIRE	12
3.1 ONTARIO	12
3.2 COLOMBIE-BRITANNIQUE.....	17
3.3 MANITOBA	19
3.4 NOUVELLE-ÉCOSSE.....	22
3.5 YUKON.....	25
4. ANALYSE ET DISCUSSION	27
4.1 LA CHARGE MENTALE - LA RESPONSABILITÉ DES FEMMES.....	27
4.2 ACCÈS AUX SERVICES.....	28
4.3 DES BESOINS DIFFÉRENTS EN FONCTION DU PROFIL DE L'IMMIGRANTE.....	29
4.4 ÉCART ENTRE BESOINS ET SERVICES	30
4.5 COMBLER LES ÉCARTS ENTRE BESOINS ET SERVICES.....	33
4.6 DISCUSSION	34
5. RECOMMANDATIONS	36
5.1 RECOMMANDATIONS ADRESSÉES À IRCC	36
5.2 RECOMMANDATIONS ADRESSÉES AUX ORGANISATIONS QUI COMPOSENT L'ÉCOSYSTÈME DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE	37
CONCLUSION	39
LISTE DES DOCUMENTS ET SITES WEB CONSULTÉS	40

Acronymes et abréviations

ACS+	Analyse comparative entre les sexes plus
AFFC	Alliance des femmes de la francophonie canadienne
AFY	Association franco-yukonnaise
CDEM	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
CFGT	Centre francophone du Grand Toronto
CFSM	Communauté francophone en situation minoritaire
CLOSM	Communauté de langue officielle en situation minoritaire
CNPF	Commission nationale des parents francophones
CSF	Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique
FAAFC	Fédération des aînées et aînés francophones du Canada
FCFA	Fédération des communautés francophones et acadiennes
FFANE	Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse
IFNÉ	Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse
IRCC	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (ministère)
ISANS	Immigrant Services Association of Nova Scotia
ISSofBC	Immigrant Service Society of British Columbia
MOFIF	Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones
PLOP	Première langue officielle parlée
P/T	Provinces et territoires
PVT	Programme Vacances-Travail
RDC	République démocratique du Congo
RIF	Réseaux d'immigration francophone
SDECB	Société de développement économique de la Colombie-Britannique
SÉO	Société Économique de l'Ontario
SOFIFRAN	Solidarité des femmes immigrantes francophones du Niagara
SRSA	Société de recherche sociale appliquée

Synthèse

Ce rapport présente les constats qui ressortent de l'étude sur les besoins spécifiques des femmes immigrantes francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) de quatre provinces et un territoire (P/T) du Canada : Colombie-Britannique, Manitoba, Nouvelle-Écosse, Ontario et Yukon. Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet *Intégration des nouveaux arrivants dans les communautés francophones au pays*, porté conjointement par l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC), la Commission nationale des parents francophones (CNPF) et la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC). Son volet femmes a pour principal objectif de favoriser une meilleure compréhension des besoins des femmes immigrantes francophones au Canada. Les sous-bénéficiaires suivants, membres de l'AFFC, ont appuyé la mise en œuvre de l'étude :

- La Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE)
- Les EssentiElles (Yukon)
- Le mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF)
- Pluri-elles (Manitoba)
- Réseau-Femmes Colombie-Britannique

L'étude visait à identifier les besoins des immigrantes francophones ayant choisi de s'établir dans les quatre provinces et le territoire mentionnés ci-dessus, en lien avec les capacités des RIF et des services d'établissement à appuyer leurs efforts d'inclusion.

Un total de 59 immigrantes francophones réparties dans les cinq provinces et le territoire participants ont pris part à l'étude par l'entremise d'entretiens individuels, de groupe ou d'un sondage en ligne. Elles sont originaires d'Afrique, d'Amérique du Sud, des Antilles ou d'Europe. Elles sont arrivées au Canada en vertu de différents programmes offerts par Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) : immigration économique, expérience canadienne, visa étudiant, accueil des réfugiés.

Constats

Une majorité de participantes ont souligné la charge mentale qui accompagne, pour elles, le projet familial d'immigration. Elles se sentent responsables de s'assurer que tous les membres de la famille soient en voie de s'intégrer avant de se préoccuper de leurs propres progrès et démarches de recherche d'emploi, de formation professionnelle ou d'éducation supérieure.

Or, les politiques encadrant les programmes et services aux immigrants ne tiennent pas compte de cette charge mentale, faute d'accorder une attention suffisante aux dimensions relatives au genre et aux multiples trajectoires d'intégration que les participantes ont partagées par l'entremise de cette étude. Cette neutralité des politiques sur le plan du genre et de la diversité se traduit par diverses lacunes de l'écosystème de l'immigration francophone dans les CFSM :

- Une réponse aux besoins d'appui des immigrants francophones principalement fondée sur une relation entre fournisseurs et récipiendaires de services, et qui occulte le rôle de la communauté d'accueil et les capacités des immigrantes.
- Peu de participantes ont indiqué avoir eu accès aux services pré-départ ou à des informations complètes sur les services disponibles en français au moment de leur arrivée au Canada. Sur le plan structurel, le manque de communication et de coordination des fournisseurs de services francophones entre eux et avec les fournisseurs anglophones reste donc un défi important qui empêche de nombreuses immigrantes d'accéder aux services en français en temps opportun.
- Écarts entre besoins et services : d'une manière générale, les modalités de prestation des services et les types de services offerts sont peu adaptés aux besoins particuliers des femmes immigrantes et

particulièrement pour celles qui ont des responsabilités familiales. De plus, celles qui possèdent une expérience professionnelle et des diplômes universitaires ont souligné avoir besoin de soutien plus spécialisé pour trouver un emploi dans leur domaine, particulièrement lorsqu'il s'agit de professions régies par des règles d'accès bien définies.

- Pour les participantes à l'étude, le manque de contact avec la société d'accueil freine le développement de leur capital social, contribue à leur isolement et demeure un obstacle de taille dans leur apprentissage des règles du marché du travail.

Comblent les écarts entre besoins et services dans les différentes sphères de la vie des femmes immigrantes - Suggestions des participantes et intervenants consultés

Sphère	Suggestions
Capacités productives	<ul style="list-style-type: none"> ● Élargir l'accès aux cours d'anglais et diversifier les modalités de livraison en ajoutant des cours en ligne à suivre en mode synchrone ou asynchrone; ● Offrir des services de recherche d'emploi plus spécialisés; ● Faciliter les contacts entre les employeurs et les personnes immigrantes et offrir des stages rémunérés; ● Ajouter des services de garde aux services de recherche d'emploi et aux cours de langue.
Vie communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ● Offrir des activités familiales permettant aux immigrantes et aux immigrants de rencontrer des Canadiennes et des Canadiens; ● Ajouter des services de garde aux activités et des rencontres informelles pour permettre aux femmes d'échanger entre elles; ● Concevoir des moyens de permettre aux immigrantes de rencontrer d'autres femmes dans des contextes informels ou par l'entremise de projets comme une cuisine collective, un projet de couture ou autres projets créatifs, un jardin communautaire ou des séances d'information suivies d'échanges informels.
Vie familiale	<ul style="list-style-type: none"> ● Adapter les services pour permettre aux mères d'y accéder, de surmonter leurs contraintes d'accès liées à la lourde charge familiale; ● Appui pour accéder aux services de garde à coût abordable; ● Trouver des moyens d'engager les hommes pour promouvoir des changements dans la perception des rôles et responsabilités au sein de la famille, notamment en leur offrant des occasions de se rencontrer.
Santé et bien-être	<ul style="list-style-type: none"> ● Mobiliser les réseaux de plaidoyer pour l'accès aux services de santé en français, surtout dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive; ● Adapter les services des maisons d'hébergement pour qu'elles puissent accueillir des immigrantes victimes de violence conjugale; ● Accorder plus d'attention aux besoins particuliers des jeunes filles immigrantes, entre autres en partenariat avec les conseils scolaires.
Droits	<ul style="list-style-type: none"> ● Créer des capsules audio ou vidéo sur différents thèmes; ● Organiser des ateliers ou des présentations sur des sujets comme le droit du travail, le droit du logement, l'égalité juridique entre les femmes et les hommes. Il existe dans toutes les provinces des services juridiques gratuits qui pourraient être mobilisés pour offrir des ateliers ou des consultations gratuites. Ces services contribueraient à la promotion de l'autonomie financière des femmes par des conseils pratiques, entre autres sur les questions financières et le système bancaire et les lois de la consommation.

Racisme, sexisme et discrimination : des obstacles peu évoqués

On retrouve dans les données de l'étude seulement quelques références aux questions de discrimination fondée sur la race, la religion ou le sexe. Comme de nombreuses études ont fait état de la persistance de la discrimination raciale, particulièrement accentuée envers les femmes, il est impossible de conclure qu'il en est autrement pour les immigrantes francophones dans les CFMS. Cette occultation des différentes formes de discrimination par les participantes à l'étude peut s'expliquer par l'emploi de rencontres virtuelles pour la collecte des données, qui constitue peut-être un frein au partage de telles réalités ou par une réticence à formuler des critiques sur les fournisseurs de services et la société d'accueil.

Recommandations

Les recommandations en vue de rehausser les capacités organisationnelles de l'écosystème de l'immigration francophone pour offrir des services davantage adaptés à la réalité et aux besoins des femmes immigrantes francophones sont présentées ci-dessous.

Recommandations adressées à IRCC

#1 – Harmoniser les politiques d'IRCC avec la politique du gouvernement du Canada sur l'égalité des genres par l'adoption d'une politique nationale sur l'égalité des genres et la diversité en immigration.

#2 – Travailler avec d'autres ministères et agences fédérales afin de produire des connaissances plus détaillées sur le profil démographique des immigrants francophones. Pour cela, il est important de consulter régulièrement les femmes immigrantes et les organismes qui les représentent et de concevoir des mesures dédiées aux familles immigrantes afin qu'elles aient accès à des services de base (garderies, services de santé).

Recommandations adressées aux organisations qui composent l'écosystème de l'immigration francophone

#3 – Inclure les questions d'égalité de genre, de diversité et d'inclusion dans les activités de plaidoyer auprès d'IRCC et autres entités engagées dans l'accueil des immigrants francophones dans les CFMS.

#4 – Appuyer le développement de politiques, stratégies et programmes sensibles au genre, à la diversité et à l'inclusion par les RIF.

#5 – Rehausser les capacités des RIF et de leurs organisations membres à développer, diffuser et utiliser des outils tels que des politiques, des grilles d'analyse, des ressources portant sur l'ACS+ dans le domaine de l'immigration francophone dans les CFMS.

#6 – Travailler avec les groupes de femmes de leur province et territoire afin de mettre en œuvre des services et programmes adaptés aux besoins des femmes et qui seront en mesure d'utiliser le capital humain que possèdent les femmes immigrantes.

#7 – Promouvoir l'utilisation des connaissances issues de la recherche et de la pratique afin de concevoir des politiques, programmes et services sensibles au genre.

Introduction

Ce rapport présente les constats qui ressortent de l'étude sur les besoins spécifiques des femmes immigrantes francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) de quatre provinces et un territoire du Canada : Colombie-Britannique, Manitoba, Nouvelle-Écosse, Ontario et Yukon. Afin d'alléger le texte nous faisons référence aux provinces et au territoire faisant l'objet de l'étude en utilisant le terme *P/T* dans les sections suivantes de ce document.

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet *Intégration des nouveaux arrivants dans les communautés francophones au pays*, porté conjointement par l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC), la Commission nationale des parents francophones (CNPF) et la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC). Son volet femmes a pour principal objectif de favoriser une meilleure compréhension des besoins des femmes immigrantes francophones au Canada.

En plus de l'étude faisant l'objet de ce rapport, les actions prévues dans le cadre de cette initiative englobent la cocréation d'un plan de renforcement des capacités et le développement de guides et d'outils de formation afin de favoriser l'amélioration de l'offre de services destinés aux femmes immigrantes francophones choisissant de s'établir dans des CFSM.

Les sous-bénéficiaires suivants, membres de l'AFFC, ont appuyé la mise en œuvre de l'étude :

- La Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE)
- Les EssentiElles (Yukon)
- Le mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF)
- Pluri-elles (Manitoba)
- Réseau-Femmes Colombie-Britannique

Ce document contient les sections suivantes :

Section 1 : Contexte de l'étude

Section 2 : Cadre méthodologique et opératoire

Section 3 : Constats pour chaque province et territoire

Section 4 : Analyse et discussion

Section 5 : Recommandations

La dernière section contient la liste des documents et sites web consultés.

Ce rapport a été rédigé par Denise Beaulieu de la firme Consultation M.D. Beaulieu inc., directrice de l'étude. Maya Salloum et Khady Ndeye Ngom ont collaboré à la collecte des données.

1. Contexte de l'étude

Cette section présente trois éléments qui ont façonné le contexte de cette étude. En premier lieu, il s'agit des politiques canadiennes sur l'immigration et les langues officielles, qui constituent la toile de fond législative sur laquelle s'inscrivent les actions des parties prenantes à l'immigration francophone. Le deuxième élément porte plus spécifiquement sur l'écosystème de l'immigration francophone dans le contexte des CFSM. Un troisième élément du contexte porte sur le profil démographique des immigrants et immigrantes francophones choisissant de s'établir dans des CFSM.

1.1 *Politiques canadiennes - Immigration, langues officielles et égalité des genres*

Cette étude s'inscrit dans le cadre des politiques canadiennes sur l'immigration et les langues officielles. La Stratégie canadienne en matière d'immigration francophone pilotée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) vise l'atteinte d'une cible de 4,4 % des immigrants admis au Canada qui choisiront de s'établir dans des CFSM. En 2020, IRCC rapportait que ce pourcentage représentait 2,82 % des immigrants pour l'année 2019 (IRCC, 2020).

L'évaluation de l'initiative d'IRCC en matière d'immigration dans les CFSM, réalisée en 2017, soulignait les défis que pose l'atteinte des cibles. Ces derniers étaient attribués à la faible intégration des activités de ce programme dans les différents services d'IRCC, au manque d'harmonisation des services dans les CFSM et à l'insuffisance des mesures destinées à faciliter l'obtention de la résidence permanente. Une retombée de cette évaluation porte sur l'intégration d'un volet immigration, financé à même les budgets d'IRCC et intégrée au Plan d'action du Canada pour les langues officielles (gouvernement du Canada, 2018). Ce volet prévoit l'investissement de 40,8 millions de dollars (2018-2023) pour des politiques et des programmes en matière d'immigration francophone. De tels programmes comprennent l'initiative des Communautés francophones accueillantes et de la formation linguistique dans les deux langues pour aider les nouveaux arrivants à atteindre les compétences linguistiques requises pour l'obtention d'un emploi (IRCC, 2021). Un projet de loi visant la modernisation de la Loi sur les langues officielles a été déposé en première lecture au parlement canadien le 15 juin 2021. Il propose des modalités en vue d'un appui plus soutenu à l'immigration francophone, reconnue comme un pilier important de la vitalité des CFSM (gouvernement du Canada, 2021).¹

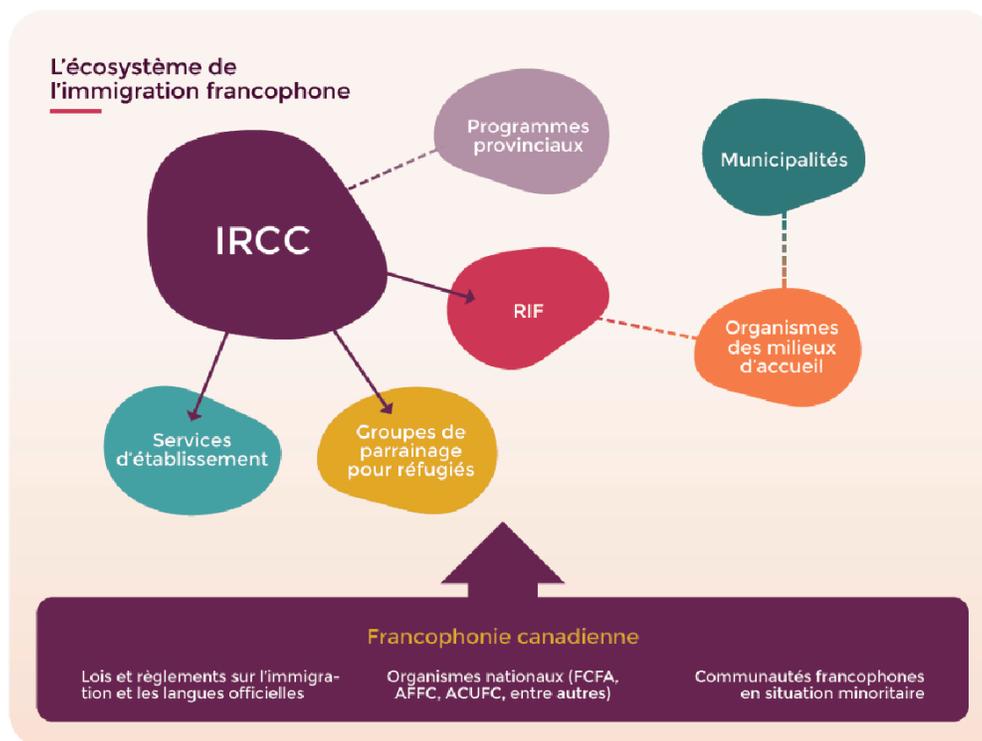
Enfin, dans le Plan ministériel 2021-2022 du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, le gouvernement du Canada s'est engagé à intégrer les considérations relatives à l'égalité des genres dans l'ensemble de ses politiques et de ses programmes. Pour ce faire, le gouvernement du Canada garantit une « application rigoureuse de l'ACS+ dans tous les processus décisionnels du gouvernement fédéral » et un appui du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres à tous les ministères afin qu'ils intègrent les considérations relatives au genre dans leurs politiques, leurs stratégies et leurs programmes (gouvernement du Canada, 2021). Dans son rapport au parlement pour l'année 2019, IRCC rapporte d'ailleurs avoir entrepris différentes actions afin d'intégrer l'ACS+ à certains de ses programmes (IRCC, 2020).

¹ Au moment d'écrire ces lignes, une élection générale venait d'être déclenchée au Canada. L'avenir dira ce qu'il adviendra de ce projet de loi après le 20 septembre 2021, date du scrutin.

1.2 L'écosystème de l'immigration francophone dans les CFSM

L'écosystème de l'immigration francophone au Canada englobe les personnes immigrantes et les institutions et organisations engagées dans la mise en œuvre des programmes d'immigration et d'établissement des immigrants.

La figure ci-dessous présente les principales parties prenantes à l'immigration francophone au Canada.



La francophonie canadienne englobe les cadres législatifs (décrits à la section précédente) et les organismes nationaux qui travaillent de près avec le gouvernement du Canada pour mettre en œuvre des politiques et des mesures qui contribueront, d'une part, à l'atteinte des cibles d'immigration francophone dans les CFSM et, d'autre part, à l'inclusion des nouveaux immigrants dans ces communautés.

Le rôle des gouvernements provinciaux dans la mise en œuvre des programmes d'immigration est encadré par le biais d'accords particuliers entre le gouvernement du Canada et les provinces et territoires. Chaque accord est négocié séparément afin de répondre aux besoins particuliers de la province ou du territoire en matière d'immigration. Ces accords comprennent généralement des dispositions sur la sélection des immigrants en vertu des différents programmes et des ententes sur l'échange des renseignements. Ces accords sont mis à jour régulièrement (gouvernement du Canada, 2018).

Plusieurs organismes offrent des services aux nouveaux arrivants :

- Les réseaux d'immigration francophone (RIF) provinciaux/territoriaux qui ont pour rôle de sensibiliser et de mobiliser les ressources de la CFSM afin d'accueillir les nouveaux arrivants. Il en existe 13 à l'échelle du Canada, présents dans neuf provinces et deux territoires. La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) assure la coordination nationale

des RIF. Les RIF sont composés d'un vaste éventail d'organismes dont certains offrent des services aux immigrants tandis que d'autres les offrent à l'ensemble de leur communauté francophone. Une recherche réalisée en 2018 faisait état des défis avec lesquels les RIF doivent composer, notamment sur le plan des attentes des parties prenantes envers ces réseaux et de la grande diversité des contextes dans le cadre desquels ils sont appelés à opérer. On y relevait également des enjeux liés à la gouvernance, caractérisés par une définition floue des relations d'imputabilité et du partage des responsabilités entre les parties prenantes aux RIF (Socius, 2018).

- Les services d'établissement financés par IRCC dont le mandat est d'accueillir et guider les nouveaux arrivants en leur offrant une vaste gamme de services dont la formation linguistique, l'aide à la recherche d'emploi, des services de traduction et l'aide pour remplir des formalités administratives. Ces services sont toutefois réservés aux personnes ayant obtenu la résidence permanente. Ils sont offerts selon différentes modalités en fonction du profil démographique de l'immigration francophone et des autres caractéristiques de la P/T concernée.
- Les groupes de parrainage de réfugiés, qui sont constitués de citoyens désireux de s'engager dans l'accueil d'un ou plusieurs réfugiés, et sont souvent associés à un organisme existant ou à une congrégation religieuse.
- En plus de ces ressources, des municipalités et des organismes des milieux d'accueil s'engagent dans l'accueil et la prestation de services aux immigrants dans le cadre de ceux qu'ils offrent à leurs collectivités.

La concertation entre les parties prenantes à l'immigration francophone est assurée par la Table nationale de concertation communautaire en immigration francophone, qui compte parmi ses membres diverses organisations nationales et provinciales engagées dans les enjeux touchant les CFSM.

Ce bref survol de l'écosystème de l'immigration francophone dans les CFSM permet de constater le grand nombre d'intervenants actifs dans ce domaine et les défis qu'une telle complexité suppose pour la coordination et l'intégration des services aux immigrants.

1.3 Profil de l'immigration francophone

En 1991, les trois principaux pays d'origine des immigrants francophones étaient la France, les États-Unis et la Belgique. En 2016, c'était plutôt la France, la République démocratique du Congo (RDC) et Haïti. La représentation croissante des personnes issues des minorités visibles dans le profil démographique de l'immigration francophone au Canada demeure une tendance forte (Houle et al., 2014) et se retrouve dans quatre des cinq P/T ciblés par cette étude. En effet, seul le Yukon continue de recevoir une immigration principalement d'origine européenne.

En ce qui a trait à la répartition géographique de l'immigration francophone, en 2016, le Canada comptait 812,375 immigrants de langue française, dont 16 % (130,095) étaient établis dans des CFSM.

De ce nombre, 26,220 avaient obtenu la résidence permanente durant la période de 2011 à 2016. Leur répartition à travers le Canada est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 – Répartition géographique - immigrants récents dont la Première langue officielle parlée (PLOP) est le français, 2011-2016

Province/Territoire	Pourcentage	Nombre
Ontario	57,53 %	15 085
Alberta	18,76 %	4 920
Colombie-Britannique	9,17 %	2 405
Manitoba	5,59 %	1 465
Nouveau-Brunswick	4,08 %	1 070
Nouvelle-Écosse	1,13 %	295
Terre-Neuve-et-Labrador	0,50 %	130
Yukon	0,10 %	55
Île-du-Prince-Édouard	0,23 %	60
Territoires du Nord-Ouest	0,11 %	30
Nunavut	0,10 %	25
Total	100 %	26 220

Source : Chavez (2019).

Pour l'année 2019, IRCC rapporte que 65 % des résidents permanents admis et résidents des CFSM appartenaient à la catégorie d'immigration économique. Les catégories d'immigrants parrainés par la famille et les réfugiés comptaient chacun pour leur part 17 % des résidents permanents admis au cours de cette même année (IRCC, 2019).

2. Cadre méthodologique et opératoire

2.1 Buts et objectifs de l'étude

L'étude visait à identifier les besoins des immigrantes francophones ayant choisi de s'établir dans les quatre provinces et le territoire mentionnés ci-dessus en lien avec les **capacités des RIF et des services d'établissement à appuyer leurs efforts d'inclusion.**

Les questions traitées dans le cadre de l'étude sont présentées ci-dessous.

- 1. Les besoins des immigrantes francophones** établies dans des CFSM dans les sphères suivantes de leur vie :
 - Capacités productives;
 - Participation à la vie communautaire;
 - Rôle dans la vie familiale;
 - Santé, bien-être, développement personnel et identité;
 - Connaissance de leurs droits.
- 2. Disponibilité et accessibilité des ressources pour répondre à ces besoins**
 - Obstacles vécus par les femmes immigrantes pour accéder à ces ressources et les différences qui caractérisent ces obstacles en fonction de la race, de l'âge, du lieu de résidence (urbain/rural), de la scolarité ou d'autres facteurs;
 - Adéquation des ressources en regard des besoins des femmes;
 - Pratiques prometteuses dont il serait possible d'élargir le rayonnement.
- 3. Écart entre besoins et ressources disponibles/accessibles :** Que manque-t-il pour assurer l'adéquation, la pertinence et l'efficacité de ces services?

4. **Mesures qui pourraient être mises en place** afin de combler ces écarts et rôles respectifs des parties prenantes pour leur mise en œuvre.

2.2 Approche : études de cas qualitatives selon la lentille féministe

Les cinq régions participantes présentent des différences notables à plusieurs points de vue, entre autres : géographie et répartition des francophones sur le territoire, taille de la population immigrante francophone, principaux pays d'origine des immigrants francophones et services offerts.

Compte tenu de ces considérations, l'approche générale de cette étude consistait à réaliser **cinq études de cas**, dont chacune portait sur les besoins spécifiques des immigrantes francophones dans une P/T. Chacun des cinq cas étudiés sera donc défini comme **Les besoins spécifiques des immigrantes francophones dans le contexte particulier de leur P/T d'établissement**. Il s'agissait principalement d'une étude de type qualitatif inspirée des principes de la recherche féministe (Leavy et Harris, 2019).

2.3 Collecte des données

Des données de sources primaires et secondaires (provenant de diverses études) ont été collectées. En raison de la pandémie de COVID-19, la collecte des données auprès des femmes immigrantes et des personnes intervenant auprès de la population immigrante francophone dans les P/T ciblés a été réalisée par des entretiens téléphoniques, par l'entremise de la plateforme Zoom, ainsi que par un sondage en ligne. Le recrutement des participantes a été effectué par une large diffusion de l'invitation à participer dans les réseaux de l'AFFC et des cinq sous-bénéficiaires appuyant l'étude dans les P/T ciblés. Les données ont été collectées de mai à juillet 2021.

Sans surprise, en raison de leurs grandes responsabilités, d'horaires de travail variables et d'emplois à statut précaire, la disponibilité des participantes s'est parfois avérée limitée. À la suite de la diffusion de l'avis de recrutement, 88 femmes ont exprimé un intérêt à participer et au final nous avons obtenu la participation de 59 d'entre elles.

Le tableau ci-dessous présente un survol de la participation des 59 femmes ayant pris part à l'étude, réparties selon les cinq P/T. Il est suivi d'un tableau présentant le programme en vertu duquel les participantes ont indiqué avoir immigré au Canada ainsi que leur pays d'origine. Plusieurs femmes n'ont pas souhaité divulguer le programme en vertu duquel elles avaient immigré au Canada, ce qui explique la présence de la catégorie « autre » dans la liste des choix de programmes d'immigration. Le programme « expérience internationale canadienne » comprend les permis vacances-travail, les stages coopératifs et les visas pour jeunes professionnels.

Tableau 2 – Participantes à l'étude dans les P/T, selon la méthode de collecte

P/T	Discussions de groupe	Sondage en ligne	Entretiens individuels	Total
Ontario	9	8	1	18
Colombie-Britannique	3	6	-	9
Manitoba	5	8	-	13
Nouvelle-Écosse	7	5	-	12
Yukon	5	1	1	7
Total	29	28	2	59

Tableau 3 – Profil des participantes, selon le pays d’origine et le programme d’immigration

Pays d’origine	Nombre	Programme d’immigration	Nombre
France	24	Immigration économique	23
Algérie	7	Réunification familiale	8
Maroc	7	Expérience internationale canadienne	7
Guinée	3	Réfugiée	3
		Étudiante	1
Cameroun	2	Autres	17
Côte d’Ivoire	2		
Haïti	2		
Une pour chacun des pays suivants : Belgique, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Madagascar, Mali, Ouganda, RDC, Rwanda, Tunisie, non identifié	12		
TOTAL	59		59

Des entretiens individuels et de groupe ont été réalisés avec 20 intervenants et autres personnes clés des services d’établissement et des RIF. Ils sont répartis comme suit :

- Ontario : 7
- Colombie-Britannique : 7
- Manitoba : 2
- Nouvelle-Écosse : 3
- Yukon : 1

Il faut également préciser que la diversité retrouvée dans l’échantillon de participantes à l’étude reflète la diversité des profils d’immigrantes dans leur ensemble. Selon la situation, une femme immigrante francophone arrivant au Canada pourra être :

- De tous les continents et :
 - sélectionnée dans le cadre de l’immigration économique et donc, choisie comme immigrante en vertu de son éducation, de son expérience de travail et de son jeune âge;
 - étudiante ou en stage coopératif;
 - venue rejoindre un conjoint en vertu du programme de réunification familiale.
- Européenne arrivée au Canada en vertu d’un permis vacances-travail, d’un visa d’étude ou de stage et qui décide d’obtenir la résidence permanente à la fin de son permis de travail.
- D’Afrique sub-saharienne, arrivée au Canada comme réfugiée avec ou sans enfants après avoir séjourné ou non dans des camps de personnes déplacées.

Parmi les 59 participantes, 44 sont arrivées depuis 2017, soit depuis moins de cinq ans. En tenant compte de la pandémie de COVID-19, ces femmes n’ont eu que peu de temps pour s’établir dans leur P/T de résidence.

Si l’on ajoute à ce portrait d’autres caractéristiques identitaires telles que la race ou la religion, force est de constater qu’il n’y a pas qu’un portrait unique de femme immigrante, mais de multiples profils, identités et parcours. Cette diversité exerce une influence sur la demande de services.

2.4 Analyse des données

Dans un premier temps, l'analyse de données a été réalisée en vue de dégager les constats particuliers à chaque P/T. Dans un second temps, l'analyse a été réalisée pour l'ensemble des P/T étudiés afin d'en dégager les tendances et points communs. Tout au long de l'analyse, les données de sources primaires récoltées ont été traitées et mises en relation avec les données de sources secondaires.

Le cadre d'analyse de l'étude est composé de concepts issus de deux principaux domaines, l'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) et la notion d'inclusion des immigrants dans les CFSM.

ACS+

Inspirée de la recherche féministe et des travaux sur l'intersectionnalité, l'ACS+ est un outil mis au point par le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres du Canada en vue d'évaluer les répercussions possibles d'une situation ou d'un programme sur les femmes et les hommes, mais en tenant compte de leurs caractéristiques identitaires.

L'ACS+ reconnaît que les femmes/filles et les hommes/garçons forment des groupes hétérogènes et propose des outils pour dépasser cette conception binaire du genre et analyser en profondeur le vécu particulier de certaines populations en fonction des caractéristiques qui les différencient, notamment la race, l'ethnicité, la religion, l'âge et les possibles déficiences physiques ou intellectuelles.

Dans le cadre de cette étude, l'ACS+ a été utilisée pour approfondir l'analyse différenciée des données sur les défis vécus par les femmes immigrantes dans les Communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) en fonction de ces caractéristiques afin de dégager les différences que leur parcours migratoire présente avec celui des hommes.

Il s'agissait également d'établir si les caractéristiques mentionnées ci-dessus s'entrecroisent avec le sexe pour former des conditions particulières d'exclusion pour certaines femmes immigrantes. Différents facteurs s'entrecroisent avec le genre pour créer des situations d'exclusion. De nombreuses recherches démontrent que le facteur le plus influent en la matière est la race. En effet, les gains inférieurs, les possibilités d'emploi plus restreintes pour les immigrantes de race noire et l'exacerbation du processus de surqualification mentionné plus haut pour les immigrants racisés² sont tous des phénomènes qui affectent davantage les femmes que les hommes. De tels obstacles ont également été rapportés dans le cas de musulmanes portant le hijab (Ruby, 2014).

Immigration francophone dans les CFSM

Les cadres développés pour comprendre les dimensions inhérentes à l'inclusion des immigrants portent en général sur quatre grands domaines que nous présentons ci-dessous dans le contexte de l'immigration francophone dans les CFSM (Fourot, 2014; Ager et Strang, 2008) :

- Accès à un emploi et à des services en français;
- Citoyenneté et droits de la personne, y compris le droit aux services en français, lorsque prescrit par la loi;

² Processus selon lequel des groupes en viennent à être socialement désignés comme étant différents, en raison de caractéristiques telles que leur race, origine ethnique, langue, situation économique, religion, culture, opinions politiques, et sont par conséquent sujets à un traitement inégal et différentiel reposant sur ces caractéristiques. Fondation canadienne des relations raciales.

- Développement de liens sociaux entre les immigrants et les membres des communautés d'accueil;
- Cadre institutionnel de l'immigration dans les CFSM.

2.5 Limites de l'étude

Il est opportun de souligner deux limites à cette étude. La première porte sur la difficulté d'établir un profil démographique de la communauté immigrante francophone dans chaque P/T. Les données utilisées sont principalement tirées du recensement de 2016 effectué par Statistique Canada. Les efforts déployés afin d'obtenir des données plus récentes sur les populations immigrantes francophones dans les CFSM n'ont produit que peu de résultats. De plus, la mobilité interprovinciale dont l'étude a permis de repérer quelques exemples complique le traçage des contours précis de la population ciblée. Ces difficultés pourraient générer un biais de couverture, car certains groupes pourraient être sous-représentés et d'autres sur-représentés dans le bassin de participantes à l'étude. Nul doute que les données du recensement de 2021 contribueront à jeter un nouvel éclairage sur la démographie relative à l'immigration francophone dans les CFSM.

La deuxième limite de l'étude porte sur le défi de tracer un portrait complet et approfondi de la situation particulière de l'immigration francophone et des services dans chaque P/T figurant dans l'étude. Pour être vraiment complet, un tel portrait requiert des ressources qui se situent bien au-delà du cadre disponible pour la présente étude.

Le nombre de participantes rejointes, les entretiens avec les intervenants en immigration et l'apport de données de sources secondaires (dont certaines études réalisées dans les P/T étudiés) ont permis de pallier ces lacunes. D'autres études plus ciblées devront toutefois être réalisées dans le but d'obtenir un portrait plus complet de la population immigrante et des services offerts dans chaque P/T.

3. Constats pour chaque province et territoire

3.1 Ontario

Profil de l'immigration francophone

L'Ontario est la province canadienne qui compte le plus grand nombre d'immigrants francophones vivant dans des CFSM. Ces derniers sont surtout concentrés dans les grands centres, les régions de l'Est et du Centre (qui incluent Toronto et Ottawa) qui, ensemble, accueilleraient en 2016 plus de 93 % des immigrants dont la première langue parlée est le français. Les villes d'Ottawa et de Toronto accueilleraient, ensemble, près de 83 % de ces immigrants francophones.

Le tableau ci-dessous présente les dix principaux pays de naissance des immigrants récents établis ayant le français comme PLOP.

Tableau 4 – Ontario - Principaux pays de naissance des immigrants récents établis ayant le français comme PLOP (Statistique Canada, 2019)

Rang	Pays	Nombre	Pourcentage
1	France	1 775	16,4
2	Haïti	1 525	14,1
3	RDC	1 280	11,8
4	Cameroun	770	7,1
5	Burundi	575	5,3
6	Côte d'Ivoire	560	5,2
7	Île Maurice	475	4,4
8	Djibouti	370	3,4
9	Maroc	255	2,4
10	Liban	255	2,4
Total		7 840 / 10 830 (total)	72,5

Toujours en 2016, on comptait au-delà de 46 % des immigrants francophones qui étaient originaires d'Afrique, un pourcentage en augmentation depuis la dernière période de recensement. Durant cette même période, cette province a vu une diminution des immigrants économiques et une augmentation de ceux arrivant avec un statut de réfugié (Commissariat aux services en français de l'Ontario, 2019). L'Ontario possède son propre programme de recrutement des immigrants économiques en collaboration avec IRCC (Programme ontarien des candidats à l'immigration [POCI], 2021). Plus récemment, certains rapports ont souligné la diminution marquée du nombre d'immigrants francophones ayant obtenu la résidence permanente pour l'Ontario en 2020, attribuant ce recul à la pandémie, mais soulignant du même souffle que ce recul était plus important pour les immigrants francophones que pour les autres immigrants (Groupe Média TFO, 2020).

Certaines études ont montré que les immigrants francophones en Ontario avaient déploré un accès limité aux services en français dans certaines régions comme le Centre et le Sud-Ouest. De plus, ces mêmes études régionales ont démontré que le prix élevé du logement dans les grands centres comme la grande région de Toronto, incite les immigrants francophones à s'établir à l'extérieur de ces grands centres sans toutefois y trouver une offre adéquate de services en français (MOFIF, 2019; gouvernement de l'Ontario, 2016).

Trois RIF ontariens sont situés respectivement dans les régions de l'Est, du Nord et du Centre-Sud-Ouest de l'Ontario. Chacun de ces RIF est établi dans le cadre d'un partenariat avec un organisme hôte de sa région (RIF, 2018).

Participant^{es}

Le tableau ci-dessous présente un profil des participant^{es} à l'étude en fonction de leur pays d'origine et du programme par lequel elles sont entrées au pays.

Tableau 5 – Participant^{es} ontariennes

Province : Ontario			
Pays d'origine	Nombre	Programme d'immigration	Nombre
France	4	Immigration économique	9
Algérie	4	Résidente permanente	5
Maroc	3	Réunification familiale	2
Haïti	2	Réfugiée	1

Province : Ontario			
Pays d'origine	Nombre	Programme d'immigration	Nombre
Bénin	1	Non identifié	1
Burkina Faso	1		
Burundi	1		
Côte d'Ivoire	1		
Non identifié	1		
Sous-total	18		18

Quinze des dix-huit participantes sont arrivées au Canada depuis moins de cinq ans.

Besoins exprimés

Le tableau ci-dessous présente les besoins exprimés par les femmes dans les sphères de leur vie abordées dans l'étude.

Tableau 6 – Besoins exprimés par les participantes ontariennes

Sphère	Besoins exprimés
Capacités productives	Apprendre l'anglais pour pouvoir occuper un emploi bilingue; Aide pour développer son autonomie financière.
Vie communautaire	Besoins de socialiser avec d'autres immigrantes dans la même situation; Trouver le temps de participer à des activités communautaires pour briser l'isolement et bâtir son capital social, son réseau.
Vie familiale	Adaptation des services pour permettre aux mères d'y accéder, de surmonter leurs contraintes d'accès en raison de la lourde charge familiale surtout pour les immigrantes monoparentales; Appui pour l'intégration des enfants à l'école et pour leur réussite scolaire; Accès à des services de garde à coût abordable.
Santé et bien-être	Accès à un médecin de famille francophone et plus généralement accès aux soins de santé en français; Santé sexuelle et reproductive; Soins de santé en français; Accès à une femme comme médecin de famille; Services adaptés aux victimes de violence.
Droits	Connaissances du droit du travail, du droit du logement, égalité juridique entre les femmes et les hommes.

S'il est vrai que les besoins relevés dans les rencontres avec les femmes affectent tout autant les hommes que les femmes, il reste que la charge mentale assumée par les femmes sur le plan du bien-être de la famille fait en sorte que ces lacunes dans les services les affectent davantage que leurs partenaires masculins. Il ressort très clairement que la femme doit d'abord s'assurer que tous les membres de sa famille sont bien intégrés, installés, avant de voir à son propre développement professionnel et personnel.

Services reçus

La grande diversité des expériences d'accès aux services partagées par les participantes ontariennes à l'étude reflète la vaste gamme de services offerts dans cette province. En effet, beaucoup de services s'offrent aux immigrants francophones qui choisissent de s'établir en Ontario : les collèges La Cité et Boréal offrent des services pré-départ et à l'arrivée, des centres francophones des grandes villes offrent une gamme de services allant de l'information aux ateliers d'aide à la recherche d'emploi, des organismes sont consacrés au soutien à la recherche d'emploi, aux cours de langue et même à l'appui à la recherche

de logement. Plusieurs organismes non gouvernementaux tels que le MOFIF et SOFIFRAN offrent des activités et du soutien aux femmes immigrantes et s'engagent dans des activités de plaidoyer pour sensibiliser les autorités aux défis qu'elles rencontrent. De plus, un programme pilote à l'échelle nationale visant à appuyer les immigrantes de minorités visibles pour trouver un emploi à la hauteur de leurs qualifications est en cours, dans le cadre duquel la Société Économique de l'Ontario (SÉO) met en œuvre le volet francophone, le projet Carielles :

- Aucune des 18 participantes ontariennes n'a indiqué avoir bénéficié des services pré-départ alors qu'ils sont pourtant offerts dans cette province par l'entremise, entre autres, des collèges La Cité et Boréal.
- Quatre des participantes ontariennes n'ont reçu aucun service d'appui à l'immigration. Pour deux d'entre elles, il s'agissait d'un choix, car des amis les ont aidées, tandis que les deux autres ont été laissées à elles-mêmes, sans aucun soutien. L'une d'entre elles est arrivée au Canada au printemps 2020, au début de la pandémie de COVID-19, ce qui selon elle explique le manque de soutien reçu. Arrivée seule avec des enfants, elle a dû se débrouiller par elle-même avec les réseaux sociaux pour seule source d'information.
- Plus de la moitié (10) des participantes ontariennes ont principalement reçu des services d'intégration au travail, sous forme de consultations pour leur recherche d'emploi, de rédaction de lettres de motivation et de curriculum vitae ou de préparation aux entretiens d'embauche. L'une d'entre elles a même indiqué avoir fréquenté cinq services d'emplois différents, sans vraiment pouvoir trouver un emploi. Parmi les services mentionnés, on retrouve ceux du Collège Boréal à Toronto, le programme Experica, ceux du Centre communautaire Vanier à Ottawa et ceux de la SÉO. Sept des 18 participantes ont indiqué ne pas avoir encore trouvé d'emploi à la hauteur de leurs compétences et de leur formation, tandis que deux autres ont trouvé des emplois correspondant à leurs attentes dans des organismes francophones d'appui aux immigrants. Compte tenu de l'arrivée récente d'une majorité de participantes ontariennes, ce constat n'est pas surprenant. Il reste à voir si le parcours qu'elles empruntent dans le court terme leur permettra d'atteindre leurs objectifs à moyen et long terme en cette matière.
- Les autres participantes ont reçu des services d'un vaste éventail d'organisations, dont l'Alliance française, des associations d'immigrants, le Centre francophone du Grand Toronto (CFGT) et le YMCA de Toronto. Plusieurs participantes ont nommé plus d'une organisation.

Ces résultats portant principalement sur les services de recherche d'emploi reçus peuvent être indicateurs de l'accent placé sur les services d'emplois par les organisations ontariennes ou, plus simplement, résulter d'un effet d'échantillonnage produit par les réseaux employés pour recruter des participantes pour l'étude.

Pour conclure sur l'accès aux services dans cette province, soulignons qu'il ne semble pas y avoir de processus formel pour faciliter la prise de contact entre les immigrants et les services. Dans ce contexte, l'accès aux services résulterait alors d'une combinaison de hasard et de rencontres avec des intervenants, des amis et d'autres immigrants en plus de la fréquentation des réseaux sociaux. Comme chacune de ces sources d'information renferme une partie du casse-tête, surtout pour une grande province comme l'Ontario, il faut s'attendre à ce que la fréquentation des services épouse des trajectoires multiples et nécessairement incomplètes. Ce qu'il faut retenir est que la somme de ces efforts se solde souvent par des occasions manquées pour les femmes, surtout lorsque leur accès aux services ne se fait pas en temps opportun. Dans un tel contexte, des outils tels que le livret d'accueil produit par le MOFIF (2019) s'avèrent

particulièrement précieux. Ce livret présente des informations sur l'ensemble des démarches, des conseils aux nouveaux immigrants ainsi que des adresses, sites Web et autres ressources pour en savoir plus.

Suggestions

Les participantes et intervenantes rencontrées ont formulé diverses suggestions en vue d'améliorer les services offerts.

Une participante a mentionné percevoir la prestation de services neutres sur le plan du genre comme une forme d'insensibilité aux besoins et contraintes des femmes, qui se traduit bien souvent par un manque de capacité des fournisseurs à répondre à leurs besoins, faute de bien les connaître. Les participantes de son groupe ont toutes indiqué leur accord avec cette affirmation. Lorsque nous parlons d'adaptation, nous faisons ici référence aux horaires de prestation des services et aux conditions de leur accès qui sont perçues par les femmes comme étant plutôt rigides et bien souvent en conflit avec leurs horaires et contraintes.

Plus précisément, celles qui ont reçu des services les ont considérés comme utiles, mais ont tout de même souligné certains écarts entre leurs besoins et les services reçus :

- Sans surprise, les participantes ontariennes ont suggéré d'élargir l'accès aux services pré-départ afin de mieux préparer leur arrivée au Canada.
- L'accès aux cours d'anglais n'est pas garanti.
- L'accès aux services de garde devrait être prioritaire et des services de garde de court terme (quelques heures, une journée) devraient être accessibles pour permettre aux mères de participer à des activités de formation et de recherche d'emploi.
- Les participantes ont déploré le manque d'occasions de se réunir avec d'autres immigrantes. Un exemple d'un tel service est Solidarité des femmes immigrantes francophones du Niagara (SOFIFRAN) qui offre aux femmes immigrantes francophones de la région du Niagara des occasions de se réunir, de socialiser et de développer leurs compétences en entrepreneuriat.
- Les services d'emplois sont considérés comme trop généraux et ne répondent pas aux besoins des femmes ayant des diplômes universitaires et/ou de l'expérience dans des domaines plus techniques ou réglementés (génie, sciences de la santé). De plus, elles déplorent le fait que ces services soient pour la plupart offerts dans des contextes où ne prend place aucun contact avec des employeurs, d'où une impression de ne pas bien connaître le marché du travail canadien au terme des programmes auxquels elles ont pris part. Les femmes ont donc suggéré des stages rémunérés. Et pourtant les femmes se débrouillent assez bien lorsqu'elles ont la possibilité de dénicher un emploi. Il est donc suggéré de cibler davantage l'appui à la recherche d'emploi en fonction des domaines d'activités des femmes et de travailler avec des conseillers en employabilité qui possèdent une meilleure connaissance de certains secteurs. Ces programmes devraient également comporter des contacts avec des employeurs.
- Les participantes ont déploré le manque d'information sur les codes sociaux régissant les relations interpersonnelles, sur la diversité culturelle et sur les dimensions administratives, dont le fonctionnement des institutions et des fournisseurs de services gouvernementaux et, de manière générale, sur la façon dont vivent les Canadiens et les Canadiennes.
- Enfin, une majorité d'intervenants contactés ont souligné les lacunes de certains services comme le manque de communication entre les fournisseurs de services et l'absence de services de garde ou de transport pour les femmes qui reçoivent leurs services.

3.2 Colombie-Britannique

Profil de l'immigration francophone

Trente pour cent (30 %) des francophones de cette province sont issus de l'immigration, ce qui fait de cette communauté la population francophone la plus diversifiée au pays. Près de 39 000 francophones habitent la région du grand Vancouver, qui regroupe notamment les villes de Vancouver, Burnaby et Surrey. On en retrouve également un bon nombre à Victoria, Abbotsford, Kelowna, Prince George, Nanaimo, Powell River, Kamloops, Comox, Campbell River et Kitimat.

La Colombie-Britannique gère un programme d'immigration visant à recruter des immigrants économiques, le programme Candidats de la Colombie-Britannique. Le tableau ci-dessous présente les principaux pays de naissance des immigrants francophones récemment établis dans cette province.

Tableau 7 – Colombie-Britannique - Principaux pays de naissance des immigrants récents établis ayant le français comme PLOP (Statistique Canada, 2020)

Rang	Pays	Nombre	Pourcentage
1	France	880	57,7
2	Île Maurice	70	4,6
3	Maroc	65	4,3
4	RDC	65	4,3
5	Suisse	40	2,6
6	Belgique	30	2,0
7	États-Unis	20	1,3
8	El Salvador	20	1,3
9	Allemagne	20	1,3
10	Burundi	20	1,3
Total		1 230 / 1 530	80,7

Les services offerts aux immigrants francophones comprennent des services d'employabilité offerts par le Collège Éducacentre, des services d'intégration scolaire offerts par le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF), le Centre Mosaic et la Société de développement économique de la Colombie-Britannique (SDECB) qui offre un appui à l'intégration économique. Le RIF de cette province publiera bientôt son plan stratégique communautaire pour l'immigration francophone 2021-2025 résultant de plusieurs mois de consultations auprès de ses membres et autres parties prenantes à l'immigration francophone.

Une étude récente (Jacquet et André, 2020) faisait état d'une faible fréquentation des services d'accueil francophones dans cette province, qui serait principalement due à des défis de coordination et de diffusion de l'information sur les services disponibles. On y relevait également une corrélation entre le statut d'entrée au Canada et l'utilisation des services, les réfugiés et les immigrants économiques les utilisant davantage que les personnes venues pour réunification familiale et les femmes y ayant plus souvent recours que les hommes. De plus, les immigrants originaires d'Europe auraient moins tendance à utiliser ces services que ceux des Caraïbes et d'Afrique.

Profil des participantes

Les participantes britanno-colombiennes à l'étude viennent de France et d'Afrique du Nord. Trois d'entre elles travaillent dans les services d'immigration francophone alors que les autres sont étudiantes (2), entrepreneure (1), mère au foyer (1) et en recherche de travail (5).

Tableau 8 – Profil des participantes britanno-colombiennes

Province : Colombie-Britannique			
Pays d'origine	Nombre	Programme	Nombre
France	6	Immigration économique	3
Algérie	1	Résidente permanente	2
Maroc	1	Citoyenne	1
Tunisie	1	Réunification familiale	1
		Permis de travail	1
		Programme Vacances Travail (PVT)	1
Sous-total	9		9

Dix des treize participantes de cette province sont arrivées au Canada depuis moins de cinq ans.

Besoins exprimés

Tableau 9 – Besoins exprimés par les participantes britanno-colombiennes

Sphère	Besoins exprimés
Capacités productives	Apprendre l'anglais pour pouvoir occuper un emploi bilingue; Aide pour développer son autonomie financière; Appui à la recherche d'emploi en français; Appui pour trouver un emploi à la hauteur de leurs compétences.
Vie communautaire	Besoin de socialiser avec d'autres immigrantes; Trouver le temps de participer à des activités communautaires pour briser l'isolement et bâtir son capital social, son réseau.
Vie familiale	Adaptation des services pour permettre aux mères d'y accéder, de surmonter leurs contraintes d'accès à cause de la lourde charge familiale; Médecins de famille; Aide pour intégration des enfants à l'école; Appui aux mères pour la réussite scolaire de leurs enfants; Services de garde à coût abordable.
Santé et bien-être	Santé sexuelle et reproductive; Soins de santé en français; Dénicher une femme comme médecin surtout pour la santé sexuelle et reproductive; Services adaptés pour victimes de violence; Besoins d'appui pour les jeunes.
Droits	Connaissances du droit du travail, du droit du logement, égalité juridique entre les femmes et les hommes; Informations entre autres sur les questions financières, les lois de la consommation et le système bancaire.

Services reçus

L'enjeu principal semble ici l'accès à l'information sur les services en français. Il n'existe aucun endroit ou plate-forme qui présenterait ces services dans leur ensemble. Les informations auxquelles les femmes accèdent sont donc parcellaires, issues de multiples sources. La plupart d'entre elles ont reçu l'information sur les services en français de la part d'intervenants ou d'autres immigrants. Deux participantes n'ont pas eu recours à ce genre de services, car elles connaissaient déjà quelqu'un dans la province qui les a guidées dans leurs démarches. D'autres ont pu trouver des informations sur les services disponibles par le biais des réseaux sociaux.

Aucune participante n'a mentionné avoir été surprise de constater que la connaissance de l'anglais était nécessaire pour occuper un emploi dans cette province, ce qui contraste avec les données récoltées auprès des participantes d'autres provinces, notamment la Nouvelle-Écosse.

Les participantes ont indiqué avoir reçu des services des organisations suivantes : les services d'immigration francophone, le CSF (services TEFIE), l'agence Mosaic, l'Immigrant Service Society of British Columbia (ISSofBC), la SDECB et l'université qu'elles fréquentent. Des intervenantes ont souligné le défi que comporte la prestation de services en français sur un si vaste territoire et dans une province où aucune disposition législative n'existe sur la prestation des services en français.

Les questions d'autonomie financière et le coût élevé du logement sont des sources importantes de préoccupations pour les participantes de cette province.

Suggestions

Les participantes et intervenantes contactées ont offert les suggestions suivantes pour améliorer la prestation de services d'appui aux immigrantes francophones :

- Réaliser des entretiens de bienvenue avec les immigrants et leurs familles et leur remettre un livret ou un autre outil qui contiendrait toutes les informations nécessaires.
- Améliorer la communication et la coordination entre les programmes et services et entre les programmes anglophones et francophones.
- Voir comment élargir les services de proximité aux immigrants francophones (maisons de jeunes entre autres), notamment en ajoutant du personnel bilingue à certains services anglophones, à défaut d'offrir des services francophones à proximité de la résidence.
- Former du personnel des organismes communautaires à intervenir auprès des immigrants.
- Recevoir de l'accompagnement régulier durant la première année au Canada.
- Accorder une attention particulière aux besoins des jeunes filles réfugiées.
- Enregistrer et diffuser des capsules audios dans différentes langues sur les services dans la province.
- Aider les hommes à trouver du travail et créer des groupes d'hommes afin de leur permettre d'échanger sur leurs expériences.

3.3 Manitoba

Profil de l'immigration francophone

En 2018, cette province accueillait 395 immigrants francophones, comptant pour 2,6 % de tous les immigrants accueillis. Un pourcentage estimé à plus de 60 % a été accueilli dans le cadre du programme Candidats du Manitoba, géré par la province, visant à recruter des immigrants économiques (Manitoba

Immigration Data Portal, 2019). Une proportion importante des immigrants francophones au Manitoba est établie dans la région de Saint-Boniface.

Tableau 10 – Manitoba - Principaux pays de naissance des immigrants récents établis ayant le français comme PLOP (Statistique Canada, 2020)

Rang	Pays	Nombre	Pourcentage
1	RDC	430	37,6
2	France	135	11,8
3	Côte d’Ivoire	90	7,9
4	Mauritanie	65	5,7
5	Cameroun	50	4,4
6	Île Maurice	40	3,5
7	Maroc	35	3,1
8	Mali	30	2,6
9	Togo	25	2,2
10	Tunisie	25	2,2
Total		705 / 1 150	81

Les constats de l’étude ont bénéficié de l’apport d’une enquête réalisée par Pluri-elles auprès des francophones manitobaines et à laquelle plusieurs femmes immigrantes ont participé (Desaulniers (2021).

Participant

Tableau 11 – Profil des participantes manitobaines

Province : Manitoba			
Pays d’origine	Nombre	Programme d’immigration	Nombre
France	3	Immigration économique	6
Guinée	3	Résidente permanente	2
Algérie	2	Réunification familiale	2
Brésil	1	Réfugiée	2
Cameroun	1	Permis de travail	1
Mali	1		
Ouganda	1		
Rwanda	1		
Sous-total	13		13

Huit des treize participantes manitobaines sont établies au Canada depuis moins de cinq ans.

Besoins exprimés

Tableau 12 – Besoins exprimés par les participantes manitobaines

Sphère	Besoins exprimés
Capacités productives	Apprendre l’anglais pour pouvoir occuper un emploi bilingue même pour celles qui sont pour l’instant à temps plein à la maison avec leurs enfants; Aide pour développer son autonomie financière; Appui pour la reconnaissance de leurs acquis.

Sphère	Besoins exprimés
Vie communautaire	Besoins de socialiser avec d'autres immigrantes dans la même situation pour s'appuyer et partager son expérience et ainsi réduire le stress; Trouver le temps de participer à des activités communautaires pour briser l'isolement et bâtir son capital social, son réseau.
Vie familiale	Adaptation des services pour permettre aux mères d'y accéder, de surmonter leurs contraintes d'accès à cause de la lourde charge familiale; Médecins de famille; Aide pour l'intégration des enfants à l'école; Appui aux mères pour la réussite scolaire de leurs enfants; Services de garde à coût abordable; Égalité entre l'homme et la femme.
Santé et bien-être	Santé sexuelle et reproductive; Soins de santé en français; Dénicher une femme comme médecin de famille; Services adaptés pour victimes de violence; Prendre du temps pour s'occuper de sa santé mentale et physique.
Droits	Connaissances du droit du travail, du droit du logement (règles régissant les dépôts de garantie notamment), égalité juridique entre les femmes et les hommes.

Services reçus

Les participantes manitobaines ont reçu des services des organisations suivantes : l'Accueil francophone, Manitoba Start, Altermind, Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), Pluri-elles, l'Immigrant Centre de Winnipeg, l'Université de Saint-Boniface, un groupe de parrainage pour les réfugiés. Deux participantes à l'étude n'ont eu recours à aucun service, car elles connaissaient déjà des résidents manitobains qui les ont guidées dans leurs démarches.

Les services considérés utiles par les participantes sont l'Accueil francophone, les services d'établissement au moment de leur arrivée et les services de Pluri-elles. Cependant, deux participantes ont souligné qu'aucun service reçu n'avait vraiment répondu à leurs besoins.

Une intervenante a d'ailleurs remarqué que les immigrants qui connaissent quelqu'un à l'arrivée ont tendance à se tenir loin des services. Une autre a cité en exemple le cas d'un jeune immigrant qui avait refusé les conseils des fournisseurs de services, préférant se fier à ceux d'une amie qui avait immigré au Manitoba plusieurs années auparavant. Pour être anecdotiques, ces exemples n'en traduisent pas moins une perception d'inutilité des services offerts aux immigrants, qui peut tout de même entraîner des occasions manquées d'améliorer ses conditions d'intégration à la société canadienne.

De plus, les participantes manitobaines ont insisté sur leurs besoins d'en savoir plus sur les façons de s'adapter à la culture canadienne. C'est peut-être indicateur de la nécessité d'accorder plus d'attention aux questions d'intersectionnalité. Il faudrait voir, par exemple, comment la race, la religion ou l'origine ethnique selon le genre créent des défis d'intégration pour certains groupes de femmes.

Il faut souligner ici le rôle particulier de l'organisme Pluri-elles qui offre des activités aux immigrantes et à l'ensemble des Manitobaines francophones. Les activités de cette organisation ont été mentionnées par plusieurs participantes qui y ont participé comme une excellente occasion de rencontrer des Canadiennes.

Suggestions

Les participantes et intervenantes rencontrées ont formulé diverses suggestions en vue d'améliorer les services offerts :

- Consolider, centraliser l'information sur les services offerts, il y a trop d'information, trop d'organisations à contacter.
- Expliquer clairement aux immigrants qu'il faut maîtriser l'anglais pour occuper la plupart des emplois offerts au Manitoba.
- Mettre sur pied des programmes de jumelage entre immigrants et canadiens.
- Offrir un suivi plus rapproché et sur une plus longue période.
- Offrir davantage de services en français et d'occasions d'apprendre l'anglais en vue de l'obtention d'un emploi.
- Formation sur les réalités de la vie canadienne et surtout, manitobaine, ainsi que sur le fonctionnement de la bureaucratie.
- Offrir des services de proximité, comme des centres d'accueil pour immigrants dans les quartiers majeurs.
- Offrir des services aux familles et inclure les hommes dans les activités offertes.
- Organiser des lieux et occasions de rencontres pour les femmes, des activités culturelles ou autres.

3.4 Nouvelle-Écosse

Profil de l'immigration francophone

L'immigration de plus de 65 % des résidents permanents qui se sont établis en Nouvelle-Écosse a été approuvée dans le cadre de programmes économiques provinciaux et du Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique. Les francophones représenteraient une toute petite proportion des immigrants s'étant établis dans cette province de 2013 à 2017, soit moins de 6 % (Office de l'immigration de la Nouvelle-Écosse et Office des affaires acadiennes et de la francophonie de la Nouvelle-Écosse, 2019).

Tableau 13 – Nouvelle-Écosse - Principaux pays de naissance des immigrants récents établis ayant le français comme PLOP (Statistique Canada, 2020)

Rang	Pays	Nombre	Pourcentage
1	France	70	41,2
2	RDC	20	11,8
3	Maroc	15	8,8
4	Mexique	10	5,9
5	Haïti	10	5,9
6	Belgique	10	5,9
7	Mali	10	5,9
8	Tunisie	10	5,9
9	Polynésie française	10	5,9
Total		165 / 175	97,2

Participant

Tableau 14 – Profil des participantes néo-écossaises

Province : Nouvelle-Écosse			
Pays d'origine	Nombre	Programme d'immigration	Nombre
France	5	Immigration économique	4
Maroc	3	PVT	3
Cameroun	1	Réunification familiale	2
Côte d'Ivoire	1	Étudiante	1
Madagascar	1	Expérience professionnelle	1
RDC	1	Résidente permanente	1
<i>Sous-total</i>	<i>12</i>		<i>12</i>

Trois participantes ont indiqué occuper un emploi à la hauteur de leurs compétences, dont deux qui avaient décroché un emploi avant leur arrivée en Nouvelle-Écosse. Il faut préciser que toutes les participantes de cette province sont arrivées au Canada depuis moins de cinq ans.

Besoins exprimés

D'une manière générale, les participantes ont exprimé le besoin d'avoir des informations plus complètes sur les services offerts. Elles ont également souligné le besoin de recevoir davantage d'accompagnement pour naviguer à travers tous ces services.

Tableau 15 – Besoins exprimés par les immigrantes néo-écossaises

Sphère	Besoins exprimés
Capacités productives	Apprendre l'anglais pour pouvoir occuper un emploi bilingue; Appui pour la reconnaissance des acquis et des diplômes; Aide pour développer son autonomie financière.
Vie communautaire	Besoins de socialiser avec d'autres immigrantes dans la même situation; Trouver le temps de participer à des activités communautaires pour briser l'isolement et bâtir son capital social, son réseau.
Vie familiale	Adaptation des services pour permettre aux mères d'y accéder, de surmonter leurs contraintes d'accès à cause de la lourde charge familiale; Médecins de famille; Aide pour l'intégration des enfants à l'école; Appui aux mères pour la réussite scolaire de leurs enfants; Services de garde à coût abordable; Recherche de logement.
Santé et bien-être	Santé sexuelle et reproductive; Soins de santé en français; Dénicher un médecin de famille qui parle français; Services adaptés pour victimes de violence.
Droits	Connaissance du droit du travail, du droit du logement, égalité juridique entre les femmes et les hommes.

Plusieurs participantes ont souligné les lacunes en matière de services en français comme un obstacle majeur à leur établissement à long terme dans cette province. La question de la langue de travail est revenue très fréquemment dans les commentaires des participantes. Une intervenante a souligné qu'elle estimait qu'environ 50 % des immigrants francophones quittaient la Nouvelle-Écosse moins d'une année

après leur arrivée. Il n'a pas été possible de corroborer ces informations, mais il serait important de jeter un certain éclairage sur cette question.

Services reçus

Les participantes néo-écossaises ont reçu des services de l'Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS), de l'Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse (IFNÉ), de la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE), des universités (dans le cas de celles qui étaient aux études au début de leur parcours d'immigration) et du YMCA. Une participante a reçu un appui de son employeur alors qu'une autre n'a reçu aucun service et a déniché les informations nécessaires dans les réseaux sociaux. Les services qu'elles ont trouvés les plus utiles ont été ceux de l'ISANS et de l'IFNÉ.

Il faut préciser que les quatre premières semaines suivant l'arrivée sont caractérisées par la réception de services exclusivement en anglais, ce qui s'est avéré particulièrement difficile pour les unilingues francophones. De plus, des participantes et des intervenants ont mentionné la faible offre de service pour les francophones, lorsque comparée avec celle des services anglophones qui sont plus complets, plus centralisés et donc, plus faciles d'accès.

Certains intervenants ont souligné la difficulté de savoir si leurs services avaient rejoint tous les immigrants francophones, faute d'avoir accès à des modalités de communication régulière avec les services anglophones.

Suggestions

Les participantes et intervenantes rencontrées ont formulé diverses suggestions en vue d'améliorer les services offerts :

- Améliorer la réactivité des services d'établissement pour offrir des services en temps opportun.
- Recevoir une aide professionnelle adaptée au domaine, au secteur d'activité.
- Élargir les occasions d'apprendre l'anglais.
- Avoir un service consacré aux démarches administratives.
- Clarifier avec les personnes, dès leur arrivée, qu'il faut parler anglais pour occuper la plupart des emplois et insister sur cet aspect dans la diffusion d'informations pré-départ pour permettre à la personne de commencer sa formation linguistique dans son pays d'origine, car selon une participante, « *les emplois sont bilingues, mais en réalité ils sont juste en anglais* ».
- Offrir aux immigrantes l'occasion de rencontrer des francophones ayant vécu la même expérience.
- Revoir l'appui offert aux réfugiées en vue d'offrir des services mieux adaptés à leurs besoins et à leurs valeurs. Sur ce point, l'offre de services de consultation psychosociale individuelle a été citée comme un exemple de service qui ne correspond pas aux besoins et valeurs de ces immigrantes qui ne se sentent pas à l'aise de discuter de leurs défis en face à-face avec un ou une professionnelle dans un cadre formel. Dans leur cas, des activités visant à les regrouper seraient plus pertinentes.

3.5 Yukon

Profil de l'immigration francophone

Le Yukon, vaste territoire peuplé d'un peu plus de 30 000 habitants, offre aux immigrants une expérience migratoire d'abord motivée par un désir d'aventure et de dépaysement, mais qui se formalise par l'obtention d'un emploi au Yukon.

Cet environnement appelle des immigrants qui « détiennent le plus souvent un capital culturel (ouverture sur le monde, voyages) et économique (épargnes et diplômes) qui marque leurs motivations personnelles et facilitent leur parcours migratoire », (Pelletier et Forest, 2021). Les femmes immigrantes sont légèrement surreprésentées chez les francophones.

Les immigrants francophones constituent près de 10 % de la population francophone du Yukon. Leur présence peut donc avoir un effet sur sa vitalité communautaire et culturelle.

La communauté d'accueil francophone gravite autour des organismes francophones regroupés physiquement ou comme membres de l'Association franco-yukonnaise (AFY). Ce tissu serré est une source de services centralisés en français et offre la possibilité de vivre dans un milieu communautaire et social riche.

Tableau 16 – Yukon - Principaux pays de naissance des immigrants récents établis ayant le français comme PLOP (Statistique Canada, 2020)

Rang	Pays	Nombre	Pourcentage
1	France	40	66,6
2	Algérie	10	16,6
3	Inde	10	16,6
Total		60	100

Participant·es

Sept femmes ont participé à l'étude. Toutes sont originaires d'Europe. Elles sont citoyennes canadiennes ou résidentes permanentes, issues de l'immigration économique ou de la réunification familiale. Certaines sont venues au Canada d'abord avec un PVT avant de penser plus sérieusement à immigrer au Canada de manière permanente. Trois d'entre elles sont au Canada depuis moins de cinq ans.

Tableau 17 – Profil des participant·es du Yukon

Province : Yukon			
Pays d'origine	Nombre	Programme d'immigration	Nombre
France	6	Citoyenne	2
Belgique	1	Immigration économique	1
		Résidente permanente	1
		Réunification familiale	1
		Autre	2
Sous-total	7		7

Besoins exprimés

Pour répondre à leurs besoins spécifiques comme immigrantes, les femmes voudraient obtenir des services d'accompagnement lors du changement de leur statut d'immigration passant d'un PVT à une résidence permanente ou à un statut de citoyenne canadienne. Elles souhaiteraient également des services en français dans les moments de transition ou de changement dans leur vie.

Certaines participantes à l'étude ont souligné l'importance de bien comprendre le marché du travail et les attentes des employeurs. D'autres ont fait part de leurs besoins de soutien lorsque leurs défis se trouvent exacerbés dans des moments de transition ou de changement. En effet, ces femmes se sentent parfois plus vulnérables dans les moments de transition tels que la naissance d'un enfant, une séparation ou un divorce, un déménagement dans une nouvelle province, un accident, la perte d'emploi, le harcèlement au travail, le mariage, etc. Dans ce contexte, la compréhension du système de justice canadien, du système de santé et des services sociaux, ou des lois canadiennes devient importante et nécessite des informations spécialisées. On voudra alors faire appel à des personnes qualifiées pour trouver des réponses adéquates.

Comme ailleurs au pays, les immigrantes du Yukon ont précisé qu'elles avaient besoin d'avoir des services de santé pour les femmes en français.

Services reçus

Les participantes à l'étude ont souligné les services reçus de l'AFY, mais ont toutefois tendance à se débrouiller seules pour accéder aux services, peut-être parce qu'elles ont un accès assez facile à l'information. Une participante a mentionné avoir envisagé un retour en Europe si jamais les délais pour les formalités d'immigration s'avéraient trop longs, une possibilité que ne peuvent envisager d'autres immigrantes. Plusieurs participantes à l'étude sont d'abord arrivées au Canada en vertu d'un PVT et elles ont ensuite amorcé leur processus d'immigration.

Suggestions

Les participantes et l'intervenante rencontrées ont formulé diverses suggestions en vue d'améliorer les services offerts :

- Que l'offre de services en immigration soit centralisée et aide les personnes immigrantes, quel que soit leur statut.
- Qu'un agent d'immigration soit présent sur place pour guider les personnes immigrantes.
- Que les services soient offerts en partenariat avec les milieux de travail, les milieux scolaires ou toute autre porte d'entrée des immigrantes francophones.
- Que les services offerts soient diversifiés et appuient les femmes immigrantes au moment où elles en ont besoin.

4. Analyse et discussion

*« Le décalage entre la perception pré-départ et l'arrivée demande une reconstruction qui retombe sur les femmes. Il faut rendre explicite la charge mentale [de l'immigration] qui diffère entre l'homme et la femme. »
Participant(e) du Manitoba*

Les principaux constats qui émergent de l'étude sont présentés ci-dessous.

4.1 La charge mentale - la responsabilité des femmes

Cette étude visait d'abord et avant tout à libérer la parole des femmes immigrantes sur leur expérience d'intégration dans leur communauté d'accueil. Nous avons donc demandé aux participantes en quoi leurs besoins en matière d'appui à leur inclusion à la société canadienne différaient de ceux des hommes. En d'autres termes, quels étaient leurs besoins spécifiques en tant que femmes. D'entrée de jeu, 12 des 59 participantes ont indiqué ne pas voir en quoi leurs besoins différaient de ceux des hommes dans la même situation. Certaines se sont cependant ravisées en cours d'entretien et ont souligné ressentir des besoins particuliers sur le plan de la santé sexuelle et reproductive. Aucune mère ne figure parmi ces 12 participantes.

Pour les 47 autres participantes, cette différence femme-homme réside dans l'influence de leurs responsabilités familiales sur leur parcours d'intégration. Elles sont pour la plupart responsables du foyer, du bien-être des enfants, de leur cheminement scolaire, de leurs soins de santé en plus de devoir veiller à la bonne marche du foyer. À cette charge mentale s'ajoute parfois l'impératif de devoir réussir le projet familial d'immigration si la femme en était au départ l'instigatrice. La charge mentale est un « *travail de gestion, d'organisation et de planification qui est à la fois intangible, incontournable et constant, et qui a pour objectif la satisfaction des besoins de chacun et la bonne marche de la résidence* » (Flèche et al, 2018). Les raisons de cette charge supplémentaire pour les femmes sont à trouver dans la répartition inégale des responsabilités liées au bien-être des membres de la famille, qui repose presque entièrement sur leurs épaules dans un grand nombre de foyers. On peut ajouter à cela la charge que supportent les femmes monoparentales qui assurent seules la subsistance de la famille et la bonne marche du foyer.

De plus, certaines femmes ont mentionné les tensions qui apparaissent au sein de leur famille lorsque le conjoint éprouve des difficultés d'emploi, tensions parfois même exacerbées lorsque la femme réussit mieux que son conjoint sur le plan professionnel. « Il y a beaucoup de divorces initiés par les femmes immigrantes elles-mêmes », affirme une intervenante, qui attribue cette situation au refus de plusieurs femmes de vivre de constantes tensions dans un environnement familial dont elles portent la principale charge et où le pouvoir et la prise de décision ne sont pas partagés équitablement.

Cette charge est toutefois vécue à des degrés divers par les participantes à l'étude, certaines ayant souligné avoir vu leur conjoint participer davantage aux tâches et aux soins aux enfants, un indicateur de changement vers une plus grande égalité au sein du foyer.

L'impact au quotidien de cette charge mentale sur le parcours d'intégration des immigrantes au Canada et sur leurs perceptions à l'égard des services reçus est présenté aux sous-sections suivantes.

4.2 Accès aux services

Services pré-départ

Dix participantes ont indiqué avoir pris part à des activités pré-départ et aucune n'a mentionné s'être prévaluée des services de visites pré-immigration qui peuvent être réalisées aux frais de la personne immigrante. Certaines ont utilisé les services pré-départ offerts par les institutions francophones ou anglophones. Bien que ce genre de service existe, les modalités pour y accéder sont vagues. Le fait qu'aucune participante ontarienne n'a indiqué avoir bénéficié de ce type de service est particulièrement étonnant, car on retrouve dans cette province deux collèges (La Cité et Boréal) qui les offrent aux immigrants francophones.

Information sur les services

Quelques participantes, en majorité européennes, n'ont pas eu à avoir recours aux services, car elles avaient des contacts avec leur employeur avant d'arriver ou connaissaient quelqu'un qui pouvait les guider dans leurs démarches. C'est aussi le cas des quelques participantes qui sont arrivées avec un visa étudiant, les institutions d'enseignement leur offrant des services sur le campus.

Pour les autres, le portrait qui se dégage quant à l'information sur les services en français révèle une absence de guichet unique pour guider les immigrants francophones. Plusieurs intervenants des services d'établissement en français ont indiqué n'avoir aucune information leur permettant de déterminer si leurs services avaient rejoint ou non les personnes susceptibles d'en avoir besoin. Comme le point d'entrée pour l'accès à ces services est souvent anglophone, il semble que les informations sur les immigrants francophones ne se rendent pas toujours aux services francophones. Certaines participantes, surtout celles qui possèdent au moins une connaissance de base de l'anglais, ont choisi de se tourner vers les services en anglais par choix, tandis que d'autres ont indiqué l'avoir fait par ignorance de l'existence de services en français. Pour les premières, cette décision découlait surtout d'une motivation à apprendre l'anglais pour occuper un emploi dans leur province de résidence.

Ce manque d'information sur les services en français se présente de façon plus ou moins aiguë selon la P/T. Lorsque les services sont plus dispersés sur le territoire comme c'est le cas de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, l'accès aux services et leur coordination pour qu'ils rejoignent le plus grand nombre s'avèrent particulièrement difficiles. Au Manitoba, il semble que l'information sur les services offerts soit plus facilement accessible. Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse, le premier point d'entrée est l'Immigrant Services Association of Nova-Scotia (ISANS), une organisation anglophone qui appuie les immigrants dans les premières semaines de leur arrivée. Il semble que cette situation entraîne des délais pour l'obtention de services en français en temps opportun pour celles et ceux qui en auraient besoin. Enfin, au Yukon, l'offre de services d'immigration francophone est assurée par l'Association franco-yukonnaise (AFY) qui offre également ses services à l'ensemble de la communauté francophone dont la petite taille facilite la diffusion de l'information.

Certains intervenants ont souligné qu'en raison du petit nombre de personnes immigrantes francophones au Canada, les services en français, qui disposent de peu de ressources, ont tendance à subir une certaine fragmentation. Dans un tel contexte, les personnes immigrantes doivent fréquenter plusieurs organismes, ce qui les prive d'une vue d'ensemble des services qui leur sont accessibles. Une telle fragmentation présente de nombreux défis pour des personnes dont les moyens de transport sont limités. En plus de devoir se déplacer en plusieurs endroits différents, elles doivent souvent rencontrer des personnes peu au fait de leur situation. Avec la charge mentale qui est le lot des femmes, il est facile d'imaginer l'impact

négalif de tels obstacles sur leur capacité à assurer l'intégration de leur famille à la communauté d'accueil et à voir à leur propre développement professionnel.

Certaines participantes et intervenantes ont également souligné que les services en anglais sont meilleurs que ceux en français. Par exemple, en français, on offre moins de services de garde sur place pour celles qui suivent des cours de langue et peu de ressources comme des groupes de soutien ou de partage pour les hommes. Cette perception de services anglophones mieux pourvus que les services francophones est largement répandue parmi les intervenants et les participantes ayant pris part à cette étude.

4.3 Des besoins différents en fonction du profil de l'immigrante

Les participantes ont fait état de besoins différents en matière de services d'appui. Les participantes d'origine européenne (France, Belgique) connaissent dans l'ensemble un parcours d'immigration plus simple et moins cahoteux que celui des autres participantes. Plusieurs ont trouvé un emploi avant d'immigrer tandis que d'autres sont venues au Canada dans le cadre du programme Expérience canadienne. Elles ont ensuite pu retourner dans leur pays d'origine afin de déposer une demande de résidence permanente. Les Européennes avaient ainsi acquis une expérience canadienne qu'elles ont pu faire valoir à l'appui de leur demande de résidence permanente. Ces participantes disposent de différentes formes de capital (social, capacités productives, ressources financières, contacts au Canada) dont elles n'hésitent pas à se servir pour réaliser leur projet d'immigration, d'où leurs besoins d'appui moins importants que ceux d'autres groupes d'immigrantes.

Pour leur part, les participantes d'Afrique du Nord, d'Afrique sub-saharienne et des Caraïbes ont besoin d'un éventail de services. La plupart d'entre elles n'ont pas décroché d'emploi avant leur arrivée au Canada et n'avaient pas de réseau vers lequel se tourner, ce qui contraste fortement avec le soutien qu'elles obtiennent au sein de la famille élargie dans leur pays d'origine. De plus, certaines affirment avoir vécu un choc culturel qui a exigé une certaine adaptation, notamment sur le plan de la recherche d'emploi, des formalités administratives et des moyens d'entrer en contact avec des membres de la communauté d'accueil. Leurs besoins d'appui sont déterminés par leur situation familiale, le programme d'immigration en vertu duquel elles ont immigré au Canada et la situation particulière de la province de résidence eu égard aux services en français et au coût de la vie en général. Il va sans dire que très peu de participantes appartenant à ce groupe ont eu la possibilité de retourner dans leur pays d'origine pour compléter leurs démarches d'immigration ou simplement pour reprendre le cours de leur vie si le projet d'immigration s'avérait trop ardu. Elles sont donc dans l'obligation de réussir leur projet d'immigration par une inclusion adéquate dans la communauté d'accueil.

Enfin, les personnes arrivées dans le cadre de permis vacances-travail, de visas de stages ou d'études ont eu accès à divers niveaux de services. Les étudiantes ont reçu des services des universités, entre autres sur les campus, et ont pu bâtir un réseau d'amis grâce à la vie sur le campus. Celles qui sont arrivées en vertu d'un permis vacances-travail n'ont droit qu'à très peu d'appui.

Les besoins exprimés par les participantes sont présentés ci-dessous, sous chacune des sphères de la vie des immigrantes qui ont été examinées dans le cadre de cette étude. Ils ont été regroupés en deux catégories, à savoir les besoins qui pourraient s'appliquer à l'ensemble des immigrantes et ceux qui sont particuliers à certains profils d'immigrantes. Une brève description portant sur chaque sphère suit la présentation du tableau.

Tableau 18 – Besoins exprimés par les participantes à l'étude

Sphère	Besoins largement répandus	Besoins particuliers à certains profils d'immigrantes
Capacités productives	Apprendre l'anglais pour pouvoir occuper un emploi bilingue.	Besoin d'aide plus ciblée dans des domaines professionnels et techniques.
Vie communautaire	Socialiser avec d'autres immigrantes; Rencontrer des Canadiennes.	Besoin de transport ou autres accommodements pour les femmes qui vivent en milieu rural ou péri-urbain.
Vie familiale	Adaptation des médecins de famille parlant français; Aide pour l'intégration et la réussite scolaire des enfants.	Réfugiées et leurs familles : besoin d'attention supplémentaire pour surmonter des années de déplacements et parfois de nombreux traumatismes; Mères monoparentales; Cours de langues pour les enfants, services pour les adolescents (filles et garçons).
Santé et bien-être	Santé sexuelle et reproductive; Soins de santé en français.	Services d'aide aux femmes victimes de violence conjugale; Santé mentale et appui pour gérer le stress de la charge mentale.
Droits	Connaissances du droit du travail, du droit du logement, égalité juridique entre les femmes et les hommes.	Droit de l'immigration; Droit de la famille (séparation, divorce, protection en cas de violence).

4.4 Écart entre besoins et services

Toutes les participantes ont souligné l'écart entre ce qu'elles s'attendaient à trouver et ce qu'elles ont constaté à leur arrivée au Canada en matière d'aide à la recherche d'emploi, de logement, d'accès aux soins de santé, de services de garde d'enfants et de langue de travail. Il est toutefois important de préciser les commentaires très positifs que les participantes ont formulé à l'endroit des employés des organismes fournisseurs de services, plusieurs ayant précisé que les lacunes qu'elles avaient relevées tenaient davantage de faiblesses structurelles ou systémiques que de lacunes sur le plan du personnel.

Capacités productives - études et travail

La nécessité d'être bilingue pour occuper la plupart des emplois semble avoir été une surprise pour une grande majorité de participantes à l'étude, une réalité qui entre en conflit avec leur compréhension pré-départ des exigences linguistiques dans leur P/T. Ce décalage semble être vécu avec plus de difficulté en Nouvelle-Écosse, car il a fait l'objet de très nombreux commentaires des participantes de cette province. Une intervenante a indiqué que, selon ses propres calculs, la moitié des immigrants francophones quittent la Nouvelle-Écosse après moins d'une année de résidence. Il y aurait lieu d'en apprendre davantage sur les impacts des défis linguistiques sur la rétention des immigrants francophones.

Les services d'aide à la recherche d'emploi sont en général appréciés et considérés utiles, mais également perçus comme étant trop généraux, dans un marché du travail axé sur la spécialisation.

Certaines femmes, par exemple celles qui ont une formation ou qui ont occupé des postes dans des professions réglementées (génie, sciences de la santé, par exemple) ou dont le système d'embauche est complexe (comme l'enseignement) ont besoin d'aide plus ciblée pour leur recherche d'emploi. Cette aide est requise pour faire reconnaître leurs acquis, accéder à l'information sur les moyens de joindre un ordre

professionnel, obtenir un droit de pratiquer une profession ou simplement connaître les normes de qualifications pour des occupations professionnelles et techniques.

Il s'agit d'un besoin très important puisqu'on observe une augmentation du nombre d'immigrants au Canada dotés de diplômes universitaires (en lien avec l'augmentation du pourcentage d'immigrants reçus en vertu des programmes d'immigration économique) et d'une solide expérience professionnelle dans des domaines de forte pénurie de main-d'œuvre dans les CFMS comme l'enseignement du français et les services de santé.

Le manque d'expérience canadienne demeure au cœur des défis rapportés par les femmes en recherche d'emploi. Sur ce point, deux intervenantes ont observé une différence d'attitude entre les hommes et les femmes dans la recherche d'emploi. Selon elles, les femmes seraient plus ouvertes à la possibilité de commencer dans des postes de moindre responsabilité que ceux qu'elles occupaient dans leur pays d'origine. Les hommes, pour leur part, auraient tendance à refuser de tenir compte d'occasions d'emploi qui ne correspondent pas exactement à leur profil. Il reste à savoir si ces différences sont porteuses de résultats tangibles pour les femmes ou simplement prédicteurs de déqualification à long terme tel que rapporté dans certaines études (Cornelissen et Turcotte, 2020; Creese et Wiebe, 2009). Quoi qu'il en soit, pour les participantes il s'agit là d'un dilemme bien réel : doit-on accepter un emploi peu rémunéré pour assurer la survie de la famille et ainsi risquer de ne jamais à accéder à un emploi à la hauteur de ses qualifications et de ses aspirations ou attendre que se présente l'emploi idéal?

Un accompagnement de proximité est donc requis pour aider les femmes à mieux saisir les codes sociaux, réussir des entretiens d'embauche et savoir se présenter en plus de comprendre le fonctionnement du marché du travail. Sur ce point, une intervenante a souligné que, par exemple, les modalités de recherche d'emploi en Europe sont plus explicitement liées au diplôme des candidats qu'aux autres habiletés et connaissances, alors qu'au Canada on met beaucoup l'accent sur des aspects comme le travail d'équipe.

Quelques participantes et une intervenante ont évoqué la question de la discrimination en emploi :

- Une participante possédant plusieurs années d'expérience dans un domaine très spécialisé et en pénurie de main-d'œuvre connaît des difficultés importantes à décrocher un emploi. Elle ne possède pas d'expérience canadienne, mais son expérience internationale est un atout reconnu dans son domaine. De surcroît, elle parle couramment l'anglais. Elle attribue ces difficultés au fait qu'elle porte le hijab. Même s'il n'a pas été possible de corroborer cette affirmation, nous notons que ce genre de discrimination a été repéré dans d'autres études (Ruby, 2004).
- Quelques participantes ont souligné que les conseillers en employabilité leur suggéraient parfois d'accepter des emplois bien en deçà de leurs qualifications, question d'acquérir cette expérience canadienne. S'agit-il de sexisme, de racisme ou simplement de réalisme de la part de ces conseillers? Il reste que ces femmes, souvent diplômées universitaires et qui possèdent plusieurs années d'expérience dans leur domaine, auraient préféré une discussion plus franche sur leurs possibilités d'emploi et sur les raisons sous-jacentes à de tels conseils.
- Une intervenante en employabilité a mentionné l'appartenance à une minorité visible comme possible facteur de rejet de candidatures qui répondent à tous les critères. Mais il s'agit d'inférences et non de preuves tangibles.
- Une participante ayant de nombreuses années d'expérience dans le domaine de l'hôtellerie a mentionné ne pouvoir décrocher d'emploi, faute d'expérience canadienne, ce qui est plutôt

difficile à comprendre puisque l'hôtellerie est un domaine où une expérience internationale est normalement recherchée.

Les participantes qui sont arrivées au Canada pour poursuivre des études supérieures ont souligné l'aide reçue dans plusieurs domaines de la part de leur institution d'enseignement. Celles qui ont fait le choix d'habiter sur le campus ou à proximité leur a permis de se faire des amis parmi les étudiants, qu'ils soient canadiens ou internationaux. L'une d'entre elles a même décrit le sentiment de vide qu'elle a ressenti lorsqu'elle a quitté la résidence universitaire pour intégrer un logement situé « en ville ».

Participation à la vie communautaire

Lorsqu'elles sont mères, les immigrantes ont très peu de temps à consacrer à des activités en dehors de leur foyer. Les difficultés de transport constituent un obstacle important dans plusieurs provinces, particulièrement pour celles qui habitent en région péri-urbaine ou rurale. Une participation à la vie communautaire, comme du bénévolat dans un organisme communautaire ou la participation à diverses activités culturelles ou éducatives, peut grandement contribuer à briser leur isolement et permettre aux immigrantes de développer leur capital social. Cela dit, la plupart d'entre elles ont confié ignorer où dénicher des informations à ce sujet. De plus, une majorité de participantes a exprimé le besoin de rencontrer d'autres immigrantes francophones et des Canadiennes dans des contextes moins formels que ceux de la prestation des services, mais ont indiqué du même souffle ignorer où s'adresser pour avoir accès à de telles rencontres.

Rôle dans la vie familiale

La charge familiale décrite précédemment comporte de multiples facettes : santé des membres de la famille, réussite scolaire des enfants, appui au conjoint dans sa recherche d'emploi, bonne marche du foyer au quotidien. Plusieurs femmes ont mentionné avoir mis de côté leur développement professionnel, par exemple suivre des cours d'anglais, le temps que les autres membres de la famille s'intègrent à l'école, au travail ou dans des milieux de stage. Des intervenantes de la Colombie-Britannique ont soulevé les défis particuliers que rencontrent des adolescentes de familles de réfugiés qui ont subi de multiples traumatismes. Elles peinent à trouver leur place entre leurs responsabilités envers la famille (en appui à leur mère) et leur désir de s'intégrer à des groupes d'amis qui ne connaissent rien de ce qu'elles ont vécu.

Dans ce domaine, les femmes souhaitent que les services soient adaptés pour mieux surmonter les contraintes à traverser pour y accéder. Les horaires de prestation des services et la distance à parcourir pour y accéder sont revenus très régulièrement comme des obstacles majeurs. Puisque les services sont souvent inexistantes ou inappropriés en milieu rural ou péri urbain, ils nécessitent des déplacements en transport en commun parfois longs et laborieux vers les centres urbains qui les offrent.

Santé, bien-être, développement personnel et identité

Toutes les femmes ont exprimé le besoin d'avoir accès à du personnel de santé francophone. Certaines soulignent que le besoin le plus criant se situe sur le plan des soins de santé sexuelle et reproductive, qu'elles souhaitent recevoir d'une femme médecin. Certaines femmes auraient aussi besoin de services de santé mentale ou d'une aide plus ciblée, par exemple en cas de violence conjugale. Deux intervenantes ont parlé avec émotion du manque de services adaptés pour aider les réfugiées à surmonter de multiples traumatismes subis au fil d'années souvent passées dans des camps ou à fuir la violence. Dans pareils cas, ce manque d'accès aux services se traduit bien souvent par une incapacité à étudier, à travailler et à s'intégrer à la société d'accueil.

Une participante souligne l'appui reçu de la famille restée au pays, avec laquelle elle peut maintenant communiquer régulièrement par l'entremise, entre autres, d'Internet. En contrepartie, elle estime que ces communications régulières avec le pays d'origine peuvent, au fil du temps, favoriser le repli sur soi. Si ces liens avec le pays d'origine comblent un vide chez la personne immigrante, elles sont également susceptibles de porter atteinte à la pression d'avoir à établir des contacts avec la communauté d'accueil.

Droits et citoyenneté

Les participantes ont exprimé le besoin d'en savoir davantage sur leurs droits dans différents domaines : logement, autonomie financière, consommation, droit de la famille et réglementation provinciale.

4.5 Comblar les écarts entre besoins et services

Des suggestions d'adaptation des services pour combler les lacunes repérées ont été formulées par les participantes et les intervenants et sont présentées au tableau ci-dessous. Leur mise en œuvre exigera sans doute de tester leur faisabilité dans les contextes particuliers des provinces et territoires canadiens.

Tableau 19 – Comblar les écarts entre besoins et services - Suggestions

Sphère	Suggestions
Capacités productives	<ul style="list-style-type: none"> Élargir l'accès aux cours d'anglais et diversifier les modalités de livraison en ajoutant des cours en ligne à suivre en mode synchrone ou asynchrone; Offrir des services de recherche d'emploi plus spécialisés; Faciliter les contacts entre les employeurs et les personnes immigrantes et offrir des stages rémunérés; Ajouter des services de garde aux services de recherche d'emploi et aux cours de langue.
Vie communautaire	<ul style="list-style-type: none"> Offrir des activités familiales permettant aux immigrantes et aux immigrants de rencontrer des Canadiennes et des Canadiens; Ajouter des services de garde aux activités et des rencontres informelles pour permettre aux femmes d'échanger entre elles; Concevoir des moyens de permettre aux immigrantes de rencontrer d'autres femmes dans des contextes informels ou par l'entremise de projets comme une cuisine collective, un projet de couture ou autres projets créatifs, un jardin communautaire ou des séances d'information suivies d'échanges informels.
Vie familiale	<ul style="list-style-type: none"> Adapter les services pour permettre aux mères d'y accéder, de surmonter leurs contraintes d'accès liés à la lourde charge familiale; Appui pour accéder aux services de garde à coût abordable; Trouver des moyens d'engager les hommes pour promouvoir des changements dans la perception des rôles et responsabilités au sein de la famille, notamment en leur offrant des occasions de se rencontrer.
Santé et bien-être	<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les réseaux de plaidoyer pour l'accès aux services de santé en français, surtout dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive; Adapter les services des maisons d'hébergement pour qu'elles puissent accueillir des immigrantes victimes de violence conjugale; Accorder plus d'attention aux besoins particuliers des jeunes filles immigrantes, entre autres en partenariat avec les conseils scolaires.
Droits	<ul style="list-style-type: none"> Créer des capsules audios ou vidéos sur différents thèmes; Organiser des ateliers ou des présentations sur des sujets comme le droit du travail, le droit du logement, l'égalité juridique entre les femmes et les hommes. Il existe dans toutes les provinces des services juridiques gratuits qui pourraient être mobilisés pour offrir des ateliers ou des consultations gratuites. Ces services

Sphère	Suggestions
	contribueraient à la promotion de l'autonomie financière des femmes par des conseils pratiques, entre autres sur les questions financières et le système bancaire et les lois de la consommation. ³

Les solutions à ces défis ne peuvent être exclusivement composées d'interventions auprès des immigrantes. À ces suggestions formulées par les participantes, nous ajoutons donc des solutions qui visent à contrer la discrimination, par exemple la conception de programmes permettant l'établissement de liens avec la communauté d'accueil, notamment en mettant en place des moyens de faciliter le contact entre les immigrantes et les employeurs.

Certaines occasions de faire du bénévolat pourraient aider les immigrantes à acquérir cette expérience canadienne. Il faudrait toutefois que le bénévolat soit suffisamment encadré pour leur permettre de mettre à profit leurs compétences et d'acquérir des connaissances et compétences utiles pour éventuellement dénicher un emploi (MOFIF, 2016).

4.6 Discussion

Cette section présente en bref les éléments qui ressortent de l'étude, regroupés sous trois grands thèmes : la neutralité des politiques et programmes sur le plan du genre, les lacunes de l'écosystème de l'immigration francophone en vue d'offrir des services répondant vraiment aux besoins des femmes et enfin, un bref commentaire sur la discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion ou toute autre caractéristique identitaire, une question peu évoquée par les participantes et les intervenants et intervenantes ayant pris part à l'étude.

Des politiques et programmes neutres sur le plan du genre

À la lumière des constats de l'étude, force est de constater que les politiques encadrant les programmes et services aux immigrants ne tiennent pas compte des dimensions relatives au genre ni des multiples trajectoires d'intégration que les participantes ont partagées par l'entremise de cette étude.

À l'exception des services offerts par des groupes dont le mandat est de desservir les femmes (immigrantes ou non), les services d'établissement et d'appui aux immigrants offrent peu de services spécifiquement ciblés vers les femmes.

Cette situation est indicatrice d'un manque d'attention aux besoins spécifiques des femmes immigrantes de la part de l'ensemble des composantes de l'écosystème de l'immigration francophone dans les CFSM. Or, il est connu que les politiques et programmes neutres en matière de genre et d'intersectionnalité contribuent à perpétuer les écarts entre, notamment, les hommes et les femmes, mais aussi entre des femmes aux profils différents. En n'accordant aucune attention à ces différences, on ne fait que s'adresser aux personnes les mieux nanties et donc les mieux à même d'accéder aux services offerts. Comme nous l'avons constaté dans l'analyse des résultats de cette étude, toutes les femmes immigrantes ne vivent pas la même réalité. Certaines ont plus de ressources et de capital tandis que d'autres auraient besoin de mesures d'équité pour les aider à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent dans leur parcours d'intégration.

³ Au Québec, les Associations coopératives d'économie familiale offrent gratuitement ce type d'appui. Nul doute qu'il existe des services semblables dans d'autres provinces.

En vertu du rôle central qu'elles jouent en vue de l'établissement de leur famille dans la province de leur choix, l'intégration réussie des femmes immigrantes francophones dans les CFSM joue un rôle très important dans la rétention des immigrants francophones dans ces communautés.

Une connaissance plus fine de leurs besoins, capacités et défis est toutefois nécessaire à la conception et à la prestation efficace des services. Pour ce faire, une approche sensible au genre et à l'intersectionnalité, fondée sur l'ACS+ doit remplacer la présente approche dite « neutre » sur le plan du genre, susceptible de conduire à des programmes qui rateront leur cible, faute de l'avoir mieux définie.

Pour être transformatrice, une telle approche doit tenir compte des relations femmes-hommes. Ainsi, de telles initiatives devraient idéalement viser à appuyer les femmes dans leur rôle au sein de la famille en brisant leur isolement et à faciliter la transformation des relations femmes-hommes, notamment en engageant les hommes et les garçons (gouvernement du Canada, 2019; ONU Femmes, 2019).

Toutes les institutions et organisations qui composent l'écosystème de l'immigration francophone doivent pouvoir intégrer les considérations relatives au genre et à l'intersectionnalité à leurs politiques, programmes et plaidoyers en faveur de l'immigration francophone dans les CFSM.

Lacunes de l'écosystème de l'immigration francophone

Plusieurs lacunes de l'écosystème de l'immigration francophone ont été repérées. Elles sont présentées tour à tour ci-dessous.

- Les réponses offertes aux besoins d'appui des immigrants francophones sont principalement fondées sur des relations entre fournisseurs et récipiendaires de services dont il faut combler les insuffisances. En effet, l'offre de services place l'accent sur l'objectif de combler les insuffisances des immigrantes (connaissance limitée de l'anglais, incompréhension des codes sociaux, manque de formation ou d'expérience canadienne). Ce faisant, le rôle de la communauté d'accueil et les capacités des immigrantes se trouvent occultés. Or, comment définir un parcours d'immigration réussi? A-t-on réussi seulement lorsqu'on a trouvé un logement, un emploi et que nos enfants fréquentent l'école? Ou plutôt lorsqu'on se sent accueilli et membre à part entière de sa communauté et en mesure d'y contribuer par ses compétences et ses connaissances?
- Sur le plan structurel, le manque de communication et de coordination des fournisseurs de services francophones entre eux et avec les fournisseurs anglophones reste un défi important, par ailleurs relevé dans l'évaluation du programme d'immigration francophone dans les CLOSM, qui fait référence à ce phénomène en le qualifiant de « parcours d'intégration fragmenté », marqué par de fréquentes ruptures de services (IRCC, 2017, p. 41). À ce problème s'ajoutent (en concomitance) les nombreuses difficultés pour les immigrantes d'accéder, en temps opportun, à l'information sur les services, entraînant ainsi de sérieuses pertes de temps pour la personne immigrante.
- Une faible utilisation des connaissances disponibles. De nombreuses publications de différents types portant sur des aspects particuliers de l'immigration francophone dans les CFSM ont été consultées dans le cadre de cette étude. Cette vaste documentation comprend des évaluations de programmes, des articles scientifiques, des études produites par différents organismes et des guides pratiques destinés à faciliter le parcours d'immigration des francophones dans les CFSM. Les membres de l'écosystème de l'immigration francophone doivent mettre à profit ces connaissances par leur diffusion en vue de mettre en œuvre des solutions adaptées à ces défis.

Racisme, sexisme et discrimination : des obstacles peu évoqués

On retrouve dans les données de l'étude seulement quelques références (mentionnées précédemment) aux questions de discrimination fondée sur la race, la religion ou le sexe. Or, de nombreuses études ont démontré les résultats différents obtenus par les immigrantes racisées en matière d'emploi, soulignant la persistance de leur surqualification et des salaires inférieurs des femmes immigrantes (Cornellissen et Turcotte, 2020; Creese et Wiebe, 2009; Ruby, 2004). On y apprend, entre autres, que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à terminer des études supérieures une fois installées au Canada. Cependant, ces niveaux d'études plus élevés ne se traduisent pas par un accès accru à des postes requérant les niveaux de scolarité atteints, suggérant ainsi une double discrimination à l'endroit des femmes. Peu importe le pays d'obtention d'un diplôme d'études, un pourcentage supérieur de femmes continue de vivre une situation de surqualification persistante par rapport aux hommes. De tels défis supplémentaires s'appliquent également aux femmes qui souhaitent démarrer une entreprise (Sociopol, 2020). Ainsi, alors que ces études contrôlent les variables autres que la race (âge, diplômes, expérience), la conclusion qui s'impose est que ces femmes sont victimes de discrimination fondée sur la race ou le sexe.

D'autres études portant cette fois sur l'ensemble des communautés racisées, telles que celle publiée récemment par *BCG CivicAction (2020)* montrent avec éloquence, données à l'appui, que le phénomène de la discrimination raciale existe toujours au Canada, et ce, dans un grand nombre de domaines, entre autres en matière d'emploi, de justice, de soins de santé et d'éducation. Devant l'abondance de tels résultats de recherche qui convergent, il est impossible de conclure qu'il en est autrement pour les immigrantes francophones dans les CFSM.

Il est possible de formuler des hypothèses pour expliquer cette occultation des différentes formes de discrimination par les personnes ayant pris part à l'étude. Premièrement, la participation par l'entremise de rencontres virtuelles ou de sondage en ligne constitue peut-être un frein au partage de telles réalités. Deuxièmement, comme l'étude porte sur les besoins spécifiques en matière de services, le fait de rapporter des critiques sur les fournisseurs de services et la société d'accueil peut être pour les femmes immigrantes une question très délicate, susceptible de les rendre mal à l'aise.

5. Recommandations

Les recommandations émanant de l'étude sont présentées ci-dessous. Elles portent principalement sur le renforcement des capacités de l'écosystème de l'immigration francophone afin d'offrir des services destinés à appuyer directement les femmes dans leur quotidien mais aussi, à promouvoir le renforcement de leur pouvoir par une transformation à long terme des relations hommes-femmes. L'expérience montre en effet que des interventions visant exclusivement les femmes ne sont pas propices à la transformation des relations femmes-hommes et peuvent même avoir des répercussions négatives sur les femmes (Edström et collab., 2015).

5.1 Recommandations adressées à IRCC

Le ministère Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) joue un rôle central dans le développement des modalités de prestation de services d'appui aux immigrantes. Il est donc important

qu'il exerce le leadership des efforts pour des politiques et programmes sensibles au genre et à la diversité.

#1 – Harmoniser les politiques d'IRCC avec la politique du gouvernement du Canada sur l'égalité des genres

Cette harmonisation sera atteinte, d'une part, par l'adoption d'une politique nationale en matière d'égalité des genres et de la diversité en immigration et, d'autre part, par l'intégration de l'ACS+ comme exigence pour l'octroi de subventions et autres appuis financiers aux partenaires d'IRCC (services d'établissement, RIF et autres).

La politique devra être formulée à la suite d'une analyse ACS+ approfondie. Celle-ci offrira un éclairage sur les défis particuliers de groupes variés d'immigrants en fonction des différents programmes d'immigration, de leur pays d'origine, de leurs caractéristiques identitaires et de leur situation familiale.

L'intégration de l'ACS+ à toutes les activités d'IRCC devrait ouvrir la voie à la conception de programmes sensibles au genre qui seront mieux adaptés aux besoins spécifiques des immigrants.

#2 – Travailler de concert avec d'autres ministères et agences fédérales afin de :

- Produire des connaissances plus détaillées et en temps opportun sur les populations immigrantes francophones à l'échelle provinciale et territoriale, ainsi que sur la mobilité interprovinciale. Ce volet comporterait une collecte de données ventilées selon le sexe et d'autres caractéristiques identitaires (race, religion, entre autres) afin de produire des connaissances plus spécifiques sur les besoins particuliers des femmes immigrantes selon leur profil, programme d'immigration et pays d'origine.
- Consulter régulièrement les femmes immigrantes francophones et les organismes les représentant afin de suivre l'évolution de leurs besoins et de déterminer comment mettre à profit leurs capacités, compétences et connaissances.
- Concevoir des mesures d'accès à des services de base consacrés aux familles immigrantes comme le Programme national de garderies (pour lequel des ententes ont été conclues avec huit provinces/territoires) et l'accès aux services de santé en français.

5.2 Recommandations adressées aux organisations qui composent l'écosystème de l'immigration francophone

La composition de l'écosystème de l'immigration francophone varie en fonction de chaque province ou territoire. Les recommandations présentées ci-dessous pourront être mises en œuvre par les parties prenantes en fonction de ces différences.

#3 – Inclure les questions d'égalité de genre, de diversité et d'inclusion dans les activités de plaidoyer auprès d'IRCC et autres entités engagées dans l'accueil des immigrants francophones dans les CFSM

De concert avec ses membres, développer et diffuser des outils de plaidoyer pour la prise en compte de l'égalité de genres et de la diversité dans la mise en œuvre du programme d'immigration francophone du gouvernement du Canada.

#4 – Appuyer le développement par les RIF de politiques, stratégies et programmes sensibles au genre, à la diversité et à l’inclusion

Cet appui pourra être offert sous forme d’outils qui seront adaptés par chacun des RIF en fonction de son contexte, comme des exemples de méthodologies d’ACS+, de politiques, de stratégies, de programmes et de cadres de mesure du rendement prenant en compte ces questions. Il sera par ailleurs très important d’appuyer les RIF et leurs membres pour qu’ils puissent réaliser des activités de promotion des droits de la personne et autres dispositions anti-discrimination dans leurs communautés.

#5 – Rehausser les capacités des organisations membres des RIF à développer, diffuser et utiliser des outils tels que des politiques, des grilles d’analyse, des ressources portant sur l’ACS+ dans le domaine de l’immigration francophone dans les CFSM.

Ces ressources devront être utilisées pour concevoir et mettre en œuvre des programmes et services sensibles au genre et aux autres caractéristiques identitaires.

#6 – Travailler avec les groupes de femmes de leur province et territoire afin de mettre en œuvre des services et programmes adaptés aux besoins des femmes et qui seront en mesure d’utiliser le capital humain que possèdent les femmes immigrantes.

Cette recommandation porte également sur le développement des capacités des organisations offrant des services à toute la population à adapter leur offre de services pour servir des clientèles immigrantes. Il est particulièrement important que certains services d’urgence, comme ceux des maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence, soient en mesure d’accueillir les immigrantes dans des CFSM dont la taille ne permet pas une offre de services ciblant uniquement les femmes immigrantes.

#7 – Promouvoir l’utilisation des connaissances issues de la recherche et de la pratique afin de concevoir des politiques, programmes et services sensibles au genre.

Quelques études ayant englobé une perspective d’analyse comparative entre les sexes ont été consultées dans le cadre de cette étude. Il est recommandé d’en synthétiser les résultats à des fins de diffusion pour influencer sur la conception de politiques et programmes afin qu’ils soient plus adaptés aux besoins des femmes immigrantes et plus représentatifs de leurs capacités, profils professionnels et personnels.

Il est également recommandé de repérer et de documenter les pratiques prometteuses mises en œuvre par différentes parties prenantes du domaine de l’immigration, qu’elles soient francophones ou anglophones. Les résultats de ce repérage pourront alimenter les travaux d’une éventuelle communauté de pratique composée de parties prenantes des P/T canadiens. L’étude a permis de repérer les pratiques suivantes, auxquelles d’autres pourront s’ajouter :

- Projet pilote de la SRSA sur l’appui à l’employabilité des femmes de minorités visibles;
- Le mandat de SOFIFRAN qui vise à regrouper les femmes immigrantes francophones dans la région du Niagara;
- Les exemples de contacts entre les employeurs et les services d’emplois pour des stages ou des visites d’information par les immigrants à la recherche d’emploi;
- La constitution de groupes d’hommes immigrants qui sont invités à partager leur expérience;
- L’offre de services de garde à court terme pendant la formation linguistique et d’autres activités;

- Les ressources diffusées par des organismes comme le MOFIF pourraient servir d'exemple pour leur adaptation dans d'autres contextes;
- L'expérience de l'organisme Pluri-elles qui offre des services à toute la population féminine du Manitoba propose des possibilités intéressantes de réunir les immigrantes et les Canadiennes dans le cadre d'activités communes;
- Le projet de Communautés accueillantes francophones qui s'amorce avec l'appui d'IRCC devrait être suivi de près pour en tirer les leçons qui s'imposent sur le plan de la participation des communautés à l'accueil des immigrants francophones.

Conclusion

Cette étude a montré que des lacunes persistantes subsistent dans la prestation des services aux immigrantes francophones dans les CFSM. Ces lacunes découlent d'une compréhension insuffisante de la réalité de ces femmes immigrantes, faute d'avoir conçu des politiques et programmes sur la base d'analyses guidées par le cadre de l'ACS+. L'écosystème de l'immigration (francophone et anglophone) souffre également de faiblesses de coordination qui se traduisent souvent par un parcours marqué de ruptures de services pour ces femmes.

Le rôle central qu'ils jouent dans l'accueil et l'établissement des immigrants dans les CFSM place les RIF comme points d'entrée importants pour le renforcement des capacités de l'écosystème de l'immigration francophone à mettre en œuvre des programmes et services sensibles au genre, à l'inclusion et à la diversité. De tels programmes doivent inclure une offre de services destinée à appuyer les femmes au quotidien et un objectif de transformation des relations femmes-hommes, notamment en intervenant auprès des hommes et des garçons.

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans le projet familial d'immigration. Mieux connaître leurs besoins en les consultant, adapter les services à leurs réalités et besoins et reconnaître leurs compétences et leurs capacités contribueraient grandement à la rétention des immigrants francophones dans les CFSM. Au final, une offre de services sensible au genre pourrait s'avérer très fructueuse pour l'atteinte des cibles établies par IRCC et que les parties prenantes à l'immigration francophone peinent à atteindre année après année.

Liste des documents et sites web consultés

- Ager, A. et Strang, A. (2008). Understanding integration: a conceptual framework. *Journal of Refugee Studies*, 21 (2), 166-191.
- Ba, H. (2020). Étude des facteurs et des procédés favorables à l'intégration professionnelle des femmes immigrantes africaines de Winnipeg. *Reflets*, 26(1), 8-34. <https://doi.org/10.7202/1076138ar>.
- BCG CivicAction. (2020). The Pervasive Reality of Anti-Black Racism in Canada. The current state and what to do about it.
- Chakrouni, S., Kayitesi, B. et Umunyana, N. (2015). *Débouchés économiques des femmes immigrantes francophones : « État des besoins »*. Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones.
- Chavez, B. (2019). *Immigration et langue au Canada, 2011 et 2016* (Série thématique sur l'ethnicité, la langue et l'immigration, 2019001). Statistique Canada.
- Citoyenneté et immigration Canada. (2010). *Cahier de la recherche actuelle sur l'immigration francophone au Canada*. Citoyenneté et immigration Canada. https://publications.gc.ca/collections/collection_2010/cic/Ci64-3-2010-fra.pdf
- Commissariat aux services en français de l'Ontario. (<https://csfontario.ca/fr/rapports/ra1718/immigration-francophone-en-ontario>).
- Cornelissen, L. (2020). La persistance de la surqualification en emploi des immigrants et des non-immigrants (Regards sur la société canadienne). Statistique Canada.
- Creese, G. et Wiebe, B. (2012). "Survival employment": gender and deskilling among African immigrants in Canada. *International Migration*, 50(5), 56-76. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2009.00531.x>.
- Desaulniers, P. (2021). Se prendre en main pour aller plus loin : Sondage 20-21 Femmes du Manitoba [présentation PowerPoint]. Pluri-elles.
- Edström, J., Hassink, A., Shahrokh, T. et E. Stern. (2015). Engendering Men: A Collaborative Review of Evidence on Men and Boys in Social Change and Gender Equality. Institute of Development Studies, Promundo-US et Sonke Gender Justice. <https://www.healthsystemsglobal.org/upload/resource/EMERGE-Engendering-Men-Evidence-review1.pdf>
- Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA). (2021). Guide sur l'inclusion des personnes issues de la diversité culturelle dans les communautés francophones et acadiennes du Canada. https://immigrationfrancophone.ca/images/2021/Guide_sur_inclusion_diversite_culturelle_FCFA.pdf.
- Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA). (2018). Bâtir ensemble : Des communautés dynamiques, plurielles et inclusives. Plan stratégique communautaire en immigration francophone 2018-2023. https://immigrationfrancophone.ca/images/documents/PlanStrategiqueCommunautaire-immigration_francophone-2018-2023.pdf

- Flèche S., Lepinteur, A. et Powdthavee, N. (2018). Gender norms and relative working hours: why do women suffer more than men from working longer hours than their partners? *AEA Papers and Proceedings*, 108, 163-168. DOI: [10.1257/pandp.20181098](https://doi.org/10.1257/pandp.20181098).
- Fondation canadienne des relations raciales. *Racialisation*.
<https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/22974-racialisation>
- Fontaine, L. (2010). Repérage de quelques obstacles linguistiques et culturels des soins de santé pour les immigrants francophones de la Nouvelle-Écosse. *Port Acadie*, (18-19), 103–115. <https://doi.org/10.7202/1010301ar>.
- Fontaine, L. (2018). Mouvements migratoires pendulaires, trajectoires professionnelles et liens familiaux : le cas de la Nouvelle-Écosse en sourdine. *Francophonies D'Amérique*, (46-47), 197-212. <https://doi.org/10.7202/1064893ar>.
- Fourot, A.-C., Canada. Citoyenneté et immigration Canada, Bibliothèque numérique canadienne (Firme). (2014). *Typologie des capacités d'accueil des CFSM Analyse comparée de la Colombie-Britannique et du Manitoba* (Ser. [government of canada publications], ci4-132/2015f-pdf). Citoyenneté et immigration Canada. <http://p2pcanada.ca/wp-content/blogs.dir/1/files/2015/05/R105-Comparative-BC-MN-Original-w-CIC-FRE.pdf>.
- Fourot, A.-C. et Dufour, P. (2016). Redessiner les espaces francophones au présent : la prise en compte de l'immigration dans la recherche sur les francophonies minoritaires au Canada. *Politique et Sociétés*, 35 (1), 25-48. <https://doi.org/10.7202/1035791ar>.
- Gervais M-H et Buetti, D. (2016). Femmes immigrantes et intersectionnalité : enjeux méthodologiques pour la recherche en santé au Canada. *Minorités Lisibles*, 1(2). <http://hdl.handle.net/1866/19930>.
- Gouvernement du Canada. (2021, 15 juin). *Document d'information : Détails sur le dépôt du projet de loi pour moderniser et renforcer la Loi sur les langues officielles*. <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/06/document-dinformation-detaills-sur-le-depot-du-projet-de-loi-pour-moderniser-et-renforcer-la-loi-sur-les-langues-officielles.html>
- Gouvernement du Canada. (2021). *Femmes et égalités des genres Canada. Plan ministériel* <https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/transparence/plans-ministeriels/2021-2022/plan-ministeriel.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2019). Appel à la mobilisation des hommes et des garçons. *Ce que nous avons entendu : Rapport des tables rondes sur la mobilisation des hommes et des garçons pour faire avancer l'égalité des genres*.
https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/consultations/Hommes_gar%C3%A7ons.pdf
- Gouvernement du Canada. (2018, 23 avril). *Plan d'action pour les langues officielles – 2018-2023 : Investir dans notre avenir*. <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/plan-action-langues-officielles/2018-2023.html>
- Groupe Média TFO, Onfr+. (2020). *L'immigration francophone dévise de 70 % en Ontario*. <https://onfr.tfo.org/limmigration-francophone-devise-de-70-en-ontario/>.
- Houle, R., Pereira, D. et Corbeil, J.P. (2014). Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2011). Ottawa : CIC (R8-2014). Statistique Canada.

- Houle, R. et Corbeil J.-P. (2017, 25 janvier). *Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036*. (publication n° 89-657-X2 017001), (Série thématique sur l'ethnicité, la langue et l'immigration). Statistique Canada.
- Houle, R. (2019, 15 mai). Résultats du recensement de 2016 : rémunération des immigrants et des enfants d'immigrants appartenant aux minorités de langue officielle (Série Regards sur la société canadienne, no. 75-006-x). Statistique Canada.
- Iacovino, R. et Leger, R. (2013). Francophone minority communities and immigrant integration in Canada: rethinking the normative foundations. *Canadian Ethnic Studies*, 45(1-2) 95-114.
- I-express, <https://l-express.ca/immigrants-francophones-encore-trop-dobstacles-a-lintegration/>
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2020). Tableau de bord en immigration francophone - 2019.
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2017). Évaluation de l'Initiative d'immigration dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Division de l'évaluation. Ottawa.
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2021). Initiative des communautés francophones accueillantes. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/nouveaux-immigrants/preparer-vie-canada/choisir-ville/collectivite-francophone-hors-quebec/bienvenue.html>
- Immigration francophone. (2018). Plan stratégique communautaire en immigration francophone (2018-2023) : Bâtir ensemble : Des communautés dynamiques, plurielles et inclusives. <https://immigrationfrancophone.ca/images/documents/PlanStrategiqueCommunautaire-immigration-francophone-2018-2023.pdf>
- Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2020). Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2020.
- Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2019). Stratégie en matière d'immigration francophone ([Ci4-189/2019F-PDF](https://www150.com/189/2019F-PDF)).
- Jacquet, M. et André, G. (2020). Les services d'accueil aux immigrants francophones en Colombie-Britannique : expériences ethniques différenciées et mobilités plurielles. *Recherches sociographiques*, 61(2-3), 413–432. <https://doi.org/10.7202/1077918ar>
- Jenkins, K., Narayanaswamy, L. et Sweetman, C. (2019). 'Introduction : Feminist values in research', *Gender & Development*, 27(3), p. 415-425. <https://doi.org/10.1080/13552074.2019.1682311>
- Kaushik, V. et J. Drolet. (2018). Settlement and Integration Needs of Skilled Immigrants in Canada. *Social sciences*, 7, (5), 76-90. <https://doi.org/10.3390/socsci7050076>
- Kouyé, J.-M. et Soulière, M. (2018). Le parcours d'intégration socioéconomique des nouveaux arrivants francophones à Ottawa : quels effets sur la santé? *Reflets*, 24 (1), 127–158. <https://doi.org/10.7202/1051523ar>
- La Passerelle-I.D.É. (2017). *Regard vers l'avenir : les opportunités d'emploi pour les talents francophones bilingues de l'Ontario*.

https://www.dropbox.com/sh/dkm3j1j7fvbuwxw/AADzEvuY6XZcq7eKYKUGM6dda?dl=0&preview=L_P_FHCF_2017_FRAN.pdf

Leavy, P. et Harris, A. (2019). *Contemporary Feminist Research from Theory to Practice*. New York, Guilford Press.

Manitoba Immigration Data Portal. <http://www.immigratemanitoba.com/data-portal/facts-report-2016/#07>

Mesana, V. et Forest, M. (2020). *Les personnes immigrantes francophones vivant en situation minoritaire et propriétaires d'entreprises : défis et incitatifs*. Sociopol. https://www.academia.edu/44536051/Les_personnes_immigrantes_francophones_vivantes_en_situation_minoritaire_et_proprietaires_dentreprises_DÉFIS_ET_INCITATIFS

Mianda, G. (2018). Genre, langue et race : l'expérience d'une triple marginalité dans l'intégration des immigrants francophones originaires de l'Afrique subsaharienne à Toronto, Canada. *Francophonies d'Amérique*, (46-47), 27-49. <https://doi.org/10.7202/1064886ar>

Morency, J.-D., Caron-Malenfant, É. et MacIsaac, S. (2017, 25 janvier). Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036. Statistique Canada.

Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF). (2016). *Débouchés économiques des femmes : Ouvrir les portes*.

Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (2016). (2019). *La voix des femmes en action*. http://mofif.ca/wp-content/uploads/2019/11/Recueil_web.pdf

Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones. (2019). *Livre Blanc : Sur la participation civique et citoyenne des femmes immigrantes francophones de l'Ontario*. <http://mofif.ca/wp-content/uploads/2018/09/LIVRE-BLANC-ENGAGEMENT-CIVIQUE-JANVIER-2019.pdf>

Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones. (2019). *Livret d'accueil en Ontario : Pour femmes immigrantes francophones*. <http://mofif.ca/wp-content/uploads/2019/11/Livret.pdf>

Mulatris, P., Jacquet, M. et André, G. (2018). L'immigration francophone dans les territoires et l'ouest canadien : Réalités et perspectives après 10 ans d'accueil et de services. *Alternative Francophone* vol. 2, 2(2018) : 9-28. <http://ejournals.library.ualberta.ca/index.php/af>

Office de l'immigration de la Nouvelle-Écosse et Office des affaires acadiennes et de la francophonie de la Nouvelle-Écosse. (2019). *Plan d'action pour l'immigration francophone en Nouvelle-Écosse 2019-2021*. <https://immigration.novascotia.ca/sites/default/files/Nova-Scotia-Francophone-Immigration-Action-Plan-2019-2021-fr.pdf>

Ontario, Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI). <https://www.ontario.ca/fr/page/programme-ontarien-des-candidats-limmigration-poci-0>

ONU Femmes. (2008). *Femmes en l'an 2000 et au-delà*. New York : ONU Femmes.

Patrimoine canadien. (2021). *Français et anglais : vers une égalité réelle des langues officielles au Canada* (CH14-50/2021F-PDF). <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/organisation/publications/publications-generales/egalite-langues-officielles.html>

- Pelletier, J.-G. et Forest, M. (2021). Les francophones nés à l'extérieur du Canada et vivant au Yukon : comprendre et faciliter leur établissement à court et à long terme. https://immigrationfrancophone.ca/images/Bibliotheque/Etablissement_des_immigrantes_au_Yukon.pdf
- Piquemal, N. et Bolivar, B. (2009). Discontinuités culturelles et linguistiques : portraits d'immigrants francophones en milieu minoritaire. *Journal of International Migration and Integration*, 10 (3) 245–264. <https://doi.org/10.1007/s12134-009-0106-z>
- Radio-Canada Manitoba. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1747860/racisme-forum-manitoba-accueil-francophone-usb-dsfm-comite>
- Réseau d'immigration francophone de la Colombie-Britannique. https://www.immigrationfrancophone.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=16&Itemid=125&lang=fr
- Réseaux en immigration francophone de l'Ontario RIF. (2019). *Plan stratégique provincial en immigration francophone 2018-2023*. <https://www.reseausoutien.org/media/attachments/2019/01/29/plan-strategique-provincial.pdf>
- Réseaux en immigration francophone (RIF). (2018). *Pratiques inspirantes*. https://immigrationfrancophone.ca/images/documents/Recueil_RIF_PratiquesPromette_uses.pdf
- Ruby, T. (2004). *Immigrant Muslim Women and the Hijab*, Community-University Institute for Social Research, Saskatoon, 31 p.
- Sall, L., Veronis, L., Huot, S., Piquemal, N. et Zellama, F. (2021). Immigration et francophonies minoritaires canadiennes : les apories de la cohésion sociale. *Francophonies D'Amérique*, (51), 87–115. <https://doi.org/10.7202/1076518ar>
- Social Research and Demonstration Corporation. (2021). *Career Pathways for Visible Minority Newcomer Women Pilot Project: Implementation Report*. <https://www.srdc.org/media/553137/cpvmnw-interim-report-en.pdf>
- Statistique Canada. *Minorité visible*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-004-x/def/4068739-fra.htm>
- Socius. (2018). *Comprendre la portée, les enjeux et les possibilités de bonification des réseaux en immigration francophone Rapport final*.
- Statistique Canada. (2019). *Immigration et langue au Canada, 2011 et 2016 : 13 Manitoba* (produit no. 89-657-X). <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2019001/section/13-fra.htm>
- Statistique Canada. (2020). *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Tableaux de données*. <https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Index-fra.cfm>
- Statistique Canada, *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Recensement de la population de 2016*, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2019001/section/10-fra.htm>

- Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Recensement de la population de 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2019001/section/18-fra.htm>
- Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Recensement de la population de 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2019001/section/13-fra.htm>
- Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Recensement de la population de 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2019001/section/05-fra.htm>
- Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Recensement de la population de 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/2019001/section/20-fra.htm>
- Traisnel, C., Violette, I. et Gallant, N. (2013). Les minorités francophones canadiennes face à l'immigration : particularismes et représentations de la diversité ethnoculturelle dans les milieux associatifs. *Minorités Linguistiques Et Société*, 2 (2) 9-28. <https://doi.org/10.7202/1014843ar>
- Vibha, K. et Drolet, J. (2018). Settlement and integration needs of skilled immigrants in Canada. *Social Sciences*, 7(5). <https://www.mdpi.com/2076-0760/7/5/76>
- Zellama, F., Belkhdja, C., Noël, P., Nyongwa, M., Ka, M. et Ba, H. (2018). Établissement et intégration de réfugiés d'expression française dans une CLOSM francophone : le cas de Winnipeg et Saint-Boniface, 2006 à 2016. *Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada*. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/recherche/etablissement-integration-refugies-francaise-expression-winnipeg-stboniface.html>



ALLIANCE DES FEMMES DE LA
FRANCOPHONIE CANADIENNE